TV

tremplin le mag

N° 40 - OCTOBRE 2024



LES TREMPLINS

TREMPLIN IEP

STAGES INTENSIFS TREMPLIN

Travaillez et consolidez vos connaissances en questions contemporaines, histoire et en anglais grâce au livret, à la masterclass, aux cours, exercices, ateliers d'écriture, etc.



Stage de la Toussaint*

Stage de Noël*

Stage de Février**

En distanciel, en visioconférence.

En présentiel dans les villes des 7 Sciences Po du réseau ScPo :
Aix-en-Provense, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse.

Retrouvez toutes les informations sur le site internet Tremplin IEP

Les places sont limitées, réservez la votre dès maintenant !

S'inscrire

* Les stages de la Toussaint et de Noël se déroulent exclusivement en distanciel et sont réservés uniquement aux élèves de Terminale.

** Le stage de février est ouvert aux élèves de Première (en distanciel) ainsi qu'aux élèves de Terminale (en distanciel et en présentiel).

Editorial

Ce nouveau numéro d'octobre de *Tremplin Le Mag* semble illustrer une nouvelle fois la tentation du repli qui guette le monde ces dernières années. L'Organisation des Nations Unies organisait fin septembre son Sommet du futur pour réfléchir aux moyens d'action dont elle dispose pour faire face au risque de paralysie qui la menace. Incapable de lutter contre la guerre en Ukraine et de faire face à la menace nucléaire mise en avant par la Fédération de Russie, l'institution onusienne doit de surcroît tenter de calmer le regain de tensions qui menace le Moyen Orient depuis l'internationalisation du conflit entre Israël, le Hezbollah et l'Iran.

Cette réflexion s'inscrit dans le cadre plus vaste d'un mouvement de repli qui se traduit notamment par le rejet de l'immigration et la tentation du retour des contrôles aux frontières, sur le modèle allemand. Cet avenir du rôle de l'ONU et plus généralement des relations internationales est, de plus, suspendu aux résultats des élections américaines. Elles voient s'affronter deux visions du rôle des États-Unis dans le monde, entre l'isolationnisme porté par Donald Trump et l'acceptation du rôle de leader des démocraties endossée par Kamala Harris.

En France, l'actualité est dominée par l'accession au pouvoir d'un nouveau gouvernement, dont la direction a été confiée à Michel Barnier, pour les talents de conciliateur qu'il a su mettre en œuvre, notamment lorsqu'il s'agissait de négocier le Brexit au nom de l'Union européenne. Il se heurte d'emblée aux premières difficultés avec en particulier le vote du budget et les solutions préconisées pour réduire le déficit.

L'automne est par ailleurs traditionnellement associé à la rentrée médiatique, l'occasion de revenir sur la forte concentration des médias par quelques hommes d'affaires. Ce sont d'ailleurs parfois les mêmes groupes qui contrôlent les maisons d'édition en pleine ébullition alors que la période des prix littéraires puis celle des fêtes de fin d'année approchent à grand pas.

Horizon Sciences Po est, enfin, l'occasion de mieux connaître deux nouvelles références citées dans la bibliographie de Questions contemporaines relative au corps. La première contribution vous propose de découvrir *Le corps-Marché Marché. La marchandisation de la vie humaine à l'ère de la bioéconomie*, de la sociologue Céline Lafontaine. Cet essai publié il y a une dizaine d'années nous permet de réfléchir au développement d'un marché mondial des éléments du corps humains. Une dernière note est consacrée au roman de Daniel Pennac, *Journal d'un corps*. Ce récit intime d'un narrateur masculin qui décrit tout au long de sa vie son propre corps dans sa matérialité la plus concrète revêt une dimension éminemment sociologique.

UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
Arnaud LE GARS - M. Vincent BIENSTMAN - M. luc LANNOIS - Mme. Judith LEVERBE

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - Le lieu du bombardement au cours duquel Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah, a été tué à Beyrouth, Liban, le 27 septembre 2024 (AFP) - Vue de la salle de l'Assemblée générale lors du « Sommet du futur » au siège des Nations Unies à New York, aux États-Unis, le 22 septembre 2024. (David Dee Delgado/REUTERS) - Un système de missile balistique intercontinental russe Yars passe devant une garde d'honneur lors d'un défilé militaire à l'occasion du Jour de la Victoire sur la Place Rouge, dans le centre de Moscou le 9 mai 2024. (Maxim Shemetov/REUTERS) - Contrôles routiers à la frontière entre l'Allemagne et l'Autriche le 17 septembre 2024 au lendemain de l'annonce du gouvernement fédéral allemand. (Mathias Schrader/AFP) - Le président chinois, Xi Jinping (seul en bas), s'exprime lors de la cérémonie d'ouverture du FOCAC au Palais du peuple, à Pékin, le 5 septembre 2024. (Greg Baker/AFP) - Le président sortant Abdelmajid Tebboune a été réélu avec 84,3% selon les résultats définitifs de l'élection présidentielle en Algérie. (AFP) - Shigeru Ishiba, le nouveau chef du Parti libéral-démocrate (LDP), pose dans le bureau du chef du parti après l'élection à la direction du LDP, à Tokyo, Japon le 27 septembre 2024. (Kim Kyung-Hoon/AFP) - Couverture De guerre en guerre, Edgar Morin - Couverture Israël/Palestine anatomie d'un conflit, Thomas Scnégaroff et Vincent Lemire - Couverture Histoire de Jérusalem, Vincent Lemire et Christophe Gaultier - Drapeaux français (Pxhere) - Le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, en discussion avec le Premier Ministre - Le Premier Ministre, Michel Barnier, lors du discours de politique générale devant l'Assemblée Nationale - Un parc national fermé aux Etats-Unis lors d'un shutdown - Le manque de moyens des services d'urgence de l'hôpital - La consommation alimentaire se modifie avec l'inflation - Manifestation en Martinique contre la vie chère - Vincent Bolloré, le propriétaire du groupe Bolloré et Canal Plus - Cyril Hanouna et ses chroniqueurs lors de l'émission Touche Pas à Mon Poste - La devanture d'une librairie préparée pour la rentrée littéraire - La lecture chez les plus jeunes recule - Une destruction de livres non vendus - Buste (Unplash)

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

ACTUALITÉ NATIONALE 22

HORIZON SCIENCES PO

- Céline Lafontaine, *Le Corps-Marché. La marchandisation de la vie humaine à l'ère de la bioéconomie,* 2014. 37

- Daniel Pennac, *Journal d'un corps,* 2012. 39

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

- Le Hezbollah foudroyé par Israël, le Proche Orient en ébullition

- Face aux guerres, l'ONU est-elle paralysée ?

- Présidentielle américaine : TRUMP vs HARRIS, deux visions divergentes du monde

- Russie, du changement dans la doctrine nucléaire

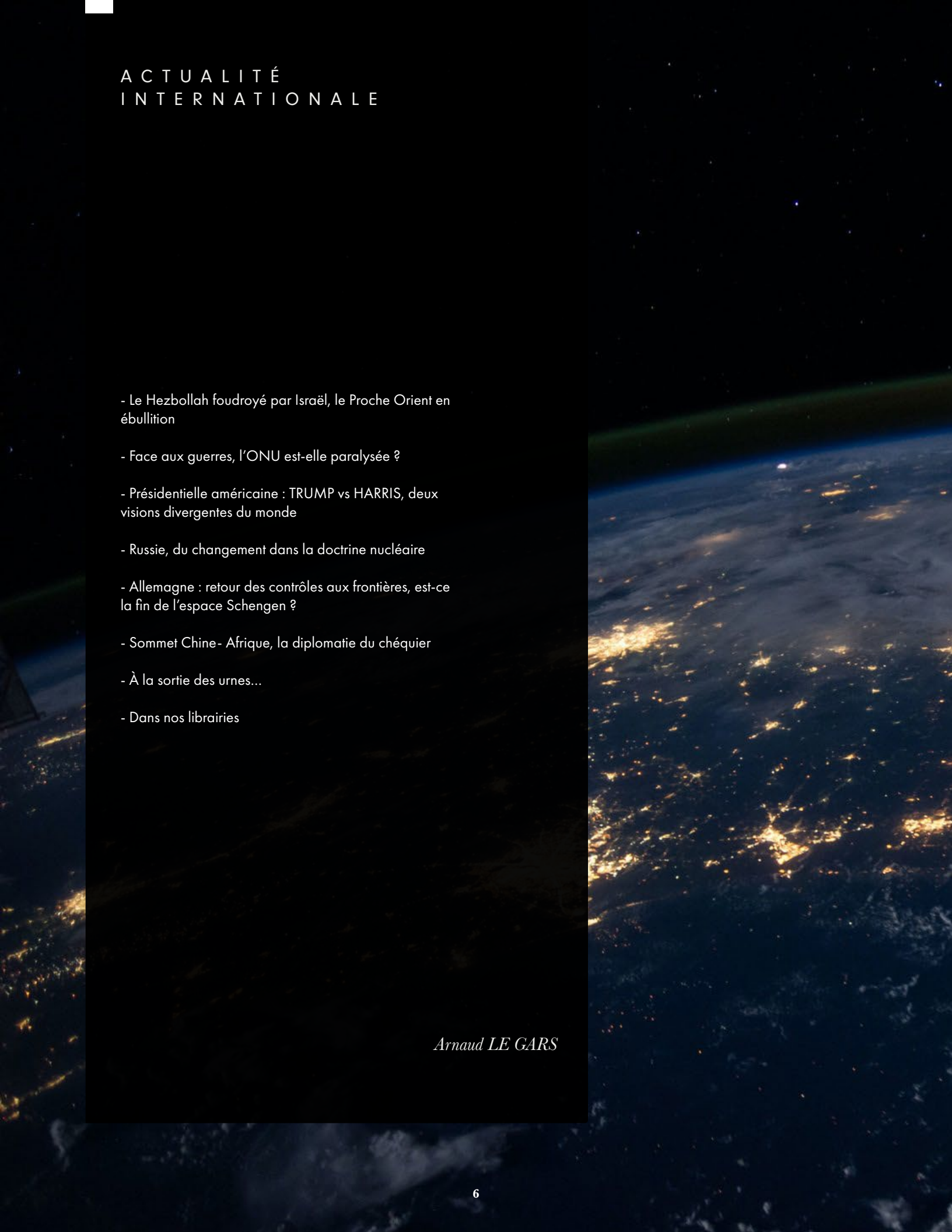
- Allemagne : retour des contrôles aux frontières, est-ce la fin de l'espace Schengen ?

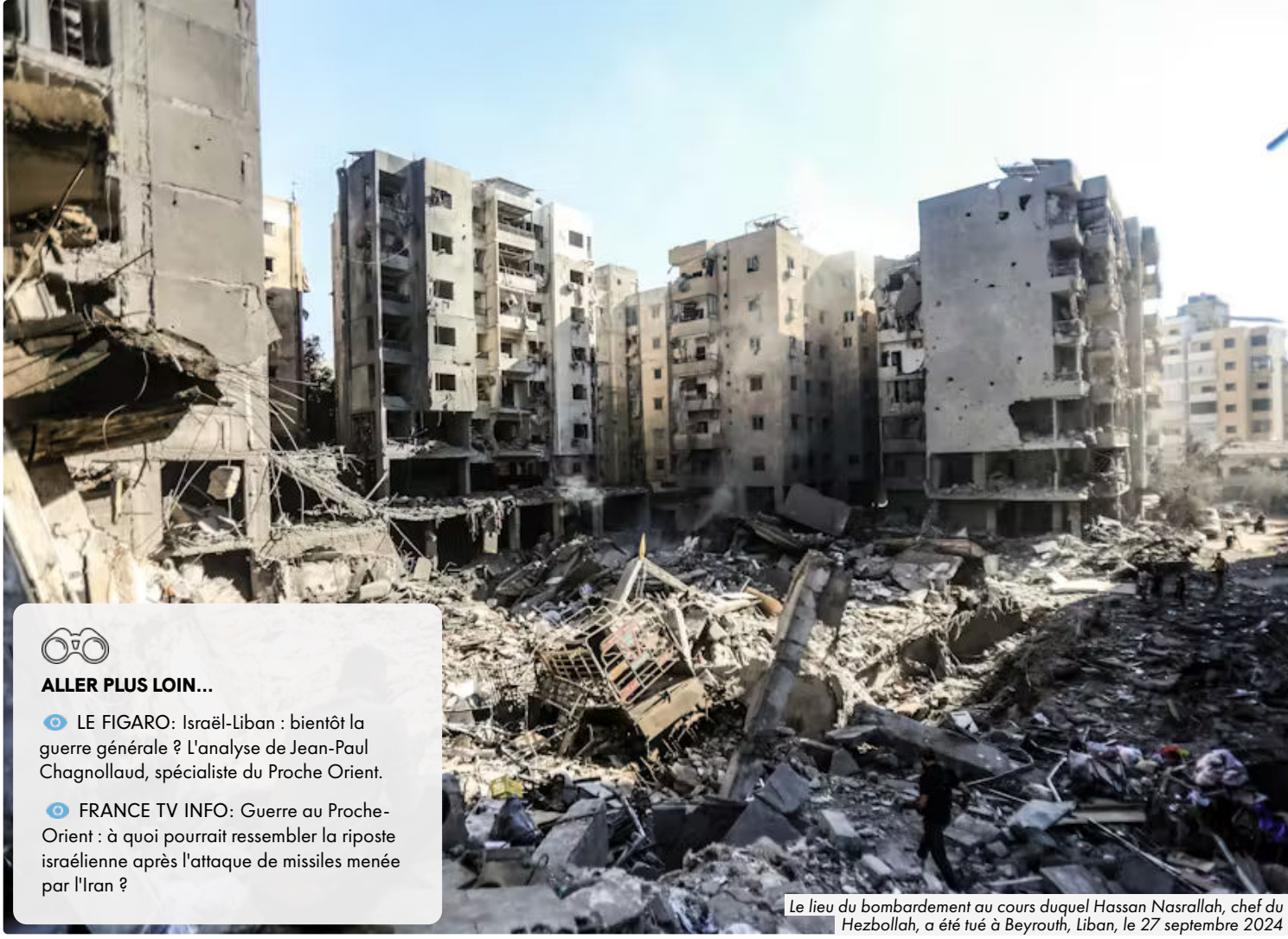
- Sommet Chine- Afrique, la diplomatie du chéquier

- À la sortie des urnes...

- Dans nos librairies

Arnaud LE GARS





Le lieu du bombardement au cours duquel Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah, a été tué à Beyrouth, Liban, le 27 septembre 2024

ALLER PLUS LOIN...

LE FIGARO: Israël-Liban : bientôt la guerre générale ? L'analyse de Jean-Paul Chagnollaud, spécialiste du Proche Orient.

FRANCE TV INFO: Guerre au Proche-Orient : à quoi pourrait ressembler la riposte israélienne après l'attaque de missiles menée par l'Iran ?

LE HEZBOLLAH FOUDROYÉ PAR ISRAËL, LE PROCHE ORIENT EN ÉBULLITION

Depuis le 23 septembre, l'armée israélienne mène une vaste offensive aérienne et d'artillerie dans le Sud-Liban et la plaine de la Bekaa avec pour objectif affiché d'anéantir le Hezbollah (parti de Dieu) qui règne sur le Liban depuis 1982. Retour sur la chronologie de cette attaque sans précédent au Proche Orient, de l'explosion de milliers de beepers à la mort de Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah depuis 1992.

Le conflit entre Israël et le Hezbollah de 2023-2024 est une escalade majeure dans les tensions entre les deux entités, débutant le 8 octobre 2023, en parallèle de la guerre entre Israël et le Hamas. Le Hezbollah, soutenu par l'Iran et la Syrie, a lancé des attaques à la frontière nord d'Israël, tirant des roquettes en soutien au Hamas. Israël a riposté par des frappes aériennes ciblant des infrastructures du Hezbollah au Liban.

Depuis début septembre, les affrontements se sont intensifiés, avec des bombardements israéliens massifs visant à neutraliser la menace militaire du Hezbollah. Les combats ont provoqué de lourdes pertes civiles au Liban et un exode massif de la population. Le Hezbollah, qui s'était renforcé militairement au cours des dernières décennies, est une force clé de la résistance armée contre Israël, et ses actions ont élargi le front régional de la guerre.

Ce conflit représente une escalade significative depuis la guerre Israël-Hezbollah de 2006 et s'inscrit dans un cadre plus large de tensions régionales entre Israël et ses ennemis, en particulier l'Iran. L'escalade a renforcé les craintes d'une guerre à grande échelle au Moyen-Orient.

17 septembre, explosion des bipeurs du Hezbollah

Une première vague d'attentats israéliens cible les communications du Hezbollah à travers le Liban. Environ 3 000 bipeurs utilisés par des membres du Hezbollah explosent simultanément au Liban et en Syrie. Cette série d'explosions a tué 12 personnes et fait plus de 2 700 blessés, dont plusieurs centaines grièvement. Bien qu'Israël n'ait pas officiellement revendiqué l'attaque, plusieurs sources ont pointé la responsabilité du Mossad, les services secrets israéliens. Le Hezbollah et le gouvernement libanais ont rapidement accusé Israël d'être à l'origine de ces explosions. Selon les informations disponibles, les bipeurs auraient été piégés avant leur livraison au Hezbollah. Des explosifs auraient été placés à côté de la batterie, avec un système pouvant être déclenché à distance. Cette opération aurait été menée "au niveau de la production" des appareils. L'opération aurait été préparée depuis longtemps, possiblement jusqu'à 15 ans selon certains experts. Cela a permis aux services israéliens de mettre en place une stratégie complexe et de patienter jusqu'au moment opportun pour la déclencher.

Cette attaque semble avoir visé à affaiblir le Hezbollah de plusieurs façons. Tout d'abord en détruisant potentiellement sa capacité à réagir en cas de conflit plus large, puis en révélant l'identité de nombreux membres du groupe, brisant ainsi leur anonymat, et enfin en portant un coup dur à la sécurité et à la confiance au sein de l'organisation. Cette attaque est considérée comme un coup très dur pour le Hezbollah, qualifié par certains médias de "plus grande atteinte à sa sécurité depuis sa création dans les années 1980".

23 septembre, déclenchement de l'opération « flèche du nord »

Israël déclenche une offensive militaire majeure contre le Hezbollah baptisée "Flèche du Nord", marquant une nouvelle étape dans l'escalade des tensions entre les deux voisins. Cette offensive, d'une envergure inédite, vise à neutraliser la présence militaire du Hezbollah le long de la frontière nord d'Israël et à sécuriser la région après plusieurs mois d'instabilité croissante. L'opération "Flèche du Nord" a des objectifs stratégiques clairement énoncés par le gouvernement israélien et ses responsables militaires. Ces derniers justifient l'intervention par la nécessité de sécuriser la frontière nord d'Israël, longuement marquée par les hostilités, de permettre le retour des 60 000 Israéliens évacués de la zone frontalière depuis octobre 2023 en raison des violences récurrentes, de neutraliser l'appareil militaire du Hezbollah, considéré par Israël comme une menace existentielle pour sa sécurité nationale et de repousser les forces du Hezbollah au-delà du fleuve Litani, créant ainsi une zone tampon élargie et réduisant la capacité du groupe chiite de lancer des attaques contre Israël depuis le sud du Liban.

L'opération a débuté le 23 septembre 2024, avec des bombardements massifs visant des positions stratégiques du Hezbollah dans le sud du Liban et la vallée de la Bekaa. Les premiers rapports ont indiqué qu'au moins 1 600 cibles ont été frappées lors de la première journée, incluant des bases militaires, des dépôts d'armement, des infrastructures logistiques ainsi que des positions d'artillerie du Hezbollah. Les frappes aériennes ont été couplées à des tirs intensifs d'artillerie, créant une atmosphère de guerre totale dans la région. Selon des sources militaires israéliennes, ces bombardements visent à affaiblir considérablement les capacités opérationnelles du Hezbollah, rendant ainsi difficile toute contre-attaque à court terme.

Par ailleurs, Israël a clairement fait savoir que l'option d'une offensive terrestre restait sur la table. L'armée israélienne a massé des troupes près de la frontière libanaise, signalant ainsi une possible intensification des combats dans les jours à venir.
Les conséquences humaines de cette offensive sont dramatiques. Dès la première journée, 492 personnes ont été tuées, dont 35 enfants. Le nombre de blessés a dépassé les 1 645, alors que des dizaines de bâtiments résidentiels ont été touchés par les frappes.

Le bilan s'est alourdi dans les jours suivants. Au 25 septembre, le nombre total de morts s'élève à 569, dont 50 enfants et 94 femmes. La majorité des victimes sont des civils, alimentant les craintes d'une catastrophe humanitaire dans une région déjà lourdement éprouvée par des années de conflit.

Le déclenchement de l'opération "Flèche du Nord" a provoqué des déplacements massifs de population au Liban. Des milliers de familles ont fui les zones de combat, cherchant refuge plus au nord, tandis que d'autres tentent de quitter le pays malgré les difficultés croissantes liées à l'encombrement des routes et la pénurie de carburant.

Sur le plan géopolitique, cette offensive marque une escalade significative dans le conflit entre Israël et le Hezbollah. Les diplomaties internationales redoutent une extension du conflit à l'ensemble du Moyen-Orient, alors que plusieurs acteurs régionaux – dont l'Iran, principal soutien du Hezbollah – surveillent de près l'évolution des combats. Les appels à la désescalade se multiplient, mais aucun signe tangible de négociations ne semble poindre à l'horizon.

L'inquiétude monte également quant à la sécurité des civils dans la région. Les organisations humanitaires ont déjà alerté sur le manque de ressources pour venir en aide aux déplacés et aux blessés, tandis que les infrastructures de santé libanaises, largement affaiblies par des années de crise économique, peinent à absorber le flux de victimes.

27 septembre, mort d'Hassan Nasrallah chef chiite historique

Israël porte un coup décisif au Hezbollah en éliminant son chef,

Hassan Nasrallah aux côtés d'autres hauts commandants tués lors d'une série d'attaques ciblées qui ont considérablement affaibli le puissant mouvement pro-iranien libanais.

Hassan Nasrallah a trouvé la mort dans une frappe israélienne qui a visé le quartier général du Hezbollah dans la banlieue sud de Beyrouth. Âgé de 64 ans, Nasrallah dirigeait le Hezbollah depuis 1992, après avoir succédé à Abbas Moussaoui, également assassiné par Israël. Reconnu comme l'homme le plus influent du Liban, il était un ennemi acharné d'Israël. Rarement apparu en public depuis le conflit de 2006, il vivait dans un secret soigneusement entretenu. Sa mort fut confirmée par le Hezbollah le lendemain.

Sous sa direction, le Hezbollah se développa tant militairement que politiquement, devenant un acteur clé au Liban et dans la région. Il mena la résistance contre Israël lors du conflit de 2006 et renforça les liens avec l'Iran et la Syrie.

Qu'est-ce que le Hezbollah ?

Le Hezbollah, ou "Parti de Dieu" en arabe, est un mouvement chiite islamiste libanais créé au début des années 1980. Aujourd'hui, il est à la fois une force politique influente au Liban et une organisation paramilitaire dotée d'une importante capacité militaire. Sa création est étroitement liée au contexte géopolitique libanais et régional, marqué par la guerre civile au Liban, l'invasion israélienne de 1982 et la montée en puissance de l'Iran chiite après la révolution de 1979.

Né dans le sillage de l'invasion israélienne du Liban en 1982, qui visait à expulser l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de la région. Cette intervention provoqua un profond ressentiment au sein de la population chiite libanaise, en particulier dans le sud du pays, où Israël avait installé une zone de sécurité. La révolution iranienne de 1979 joua également un rôle déterminant dans la création du Hezbollah. Le nouveau régime iranien, dirigé par l'ayatollah Khomeini, se positionna comme le défenseur des opprimés et des chiites à travers le monde. L'Iran chercha à exporter son modèle de "révolution islamique" et trouva dans la communauté chiite libanaise un terreau fertile. Avec le soutien des Gardiens de la révolution iraniens, des combattants libanais furent formés et le Hezbollah vit officiellement le jour en 1982, bien que sa structure formelle ne se soit pleinement consolidée qu'au milieu des années 1980. Le Hezbollah se définit dès sa naissance comme un mouvement de résistance, se fixant pour objectif principal de libérer le Liban de l'occupation israélienne. Il cherche également à défendre les droits des chiites, longtemps marginalisés au sein du système politique libanais.

L'idéologie du Hezbollah est profondément influencée par le chiisme et le modèle iranien du wilayat al-faqih, qui prône la suprématie du guide religieux sur le pouvoir politique. Le Hezbollah reconnaît l'autorité suprême du Guide suprême iranien, à savoir l'ayatollah Khamenei, et maintient des liens étroits avec la République islamique d'Iran, qui lui fournit un soutien financier, militaire et logistique depuis ses débuts.

Le Hezbollah s'inscrit dans une perspective de résistance contre ce qu'il considère comme les forces impérialistes et sionistes. Dès sa création, il a prôné la lutte armée contre Israël, considéré comme son ennemi principal. L'une de ses grandes victoires fut le retrait israélien du sud du Liban en 2000, qui lui valut une reconnaissance nationale et renforça son prestige. Le Hezbollah se présente également comme un défenseur des opprimés, notamment des Palestiniens, et soutient activement des mouvements de résistance contre Israël dans la région, tels que le Hamas.

En plus de sa dimension militaire, le Hezbollah adopte une vision islamiste chiite. Il aspire à instaurer un État islamique au Liban, bien qu'il ait largement adouci ce discours pour s'adapter au système confessionnel du pays. Aujourd'hui, le Hezbollah se présente comme une force politique pragmatique, capable de participer au gouvernement et de défendre les intérêts de la communauté chiite dans le cadre du système libanais.

En parallèle à ses activités militaires, le Hezbollah s'est affirmé comme un acteur politique incontournable au Liban. Depuis 1992, il participe aux élections législatives et occupe régulièrement des sièges au Parlement libanais. Il joue également un rôle clé dans la résistance face à Israël, notamment lors de la guerre de 2006, où il a opposé une résistance farouche à l'armée israélienne, renforçant encore sa popularité au Liban et dans le monde arabe.

Le Hezbollah a également développé un important réseau de services sociaux, incluant des hôpitaux, des écoles et des programmes d'aide pour les populations défavorisées, principalement chiites. Ces activités lui ont permis de gagner une grande popularité parmi sa base électorale, renforçant ainsi son rôle d'acteur politique et social incontournable.

1er octobre, la réplique iranienne

L'Iran lance une attaque massive de missiles contre Israël, marquant une nouvelle escalade dans les tensions déjà vives entre les deux pays. Vers 19h, heure locale, des sirènes d'alerte ont retenti dans tout Israël, du nord au sud, signalant une attaque imminente. L'Iran a tiré entre 180 et 200 missiles en direction de plusieurs cibles à travers le territoire israélien. Pendant environ une heure, le ciel israélien a été illuminé par des explosions, notamment au-dessus de Jérusalem, alors que les systèmes de défense antimissile (dôme de fer) tentaient d'intercepter les projectiles. Cette attaque est l'une des plus importantes jamais menées par l'Iran contre Israël.

Téhéran a présenté cette attaque comme une riposte directe à l'assassinat des dirigeants du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien, tués lors de frappes israéliennes les jours

précédents. Le régime iranien a justifié ses tirs en déclarant avoir visé des cibles militaires de haute importance. Selon les autorités iraniennes, les missiles étaient dirigés contre trois principales bases aériennes militaires israéliennes, des installations du Mossad (le service de renseignement extérieur israélien) et deux autres bases militaires. Cette opération a été qualifiée par l'Iran de réponse légitime aux provocations israéliennes et d'avertissement à toute nouvelle attaque.

Israël a rapidement réagi à cette attaque sans précédent. Les responsables militaires israéliens ont affirmé que les missiles avaient été interceptés par le bouclier antimissile, un système de défense largement soutenu par les États-Unis. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a prononcé un discours peu après l'attaque, dans lequel il a averti que "l'Iran a commis une grave erreur ce soir et en paiera le prix".

Cette déclaration fait craindre une contre-attaque israélienne imminente, qui pourrait intensifier encore davantage le conflit. De son côté, l'Iran a déjà menacé de frapper avec "une plus grande intensité" si Israël entreprend des représailles.

Cet échange de tirs marque une escalade significative des tensions entre Israël et l'Iran, deux pays aux relations hostiles depuis des décennies. Ce nouvel épisode soulève des inquiétudes quant à un élargissement du conflit à l'échelle régionale, impliquant potentiellement des alliés respectifs comme le Hezbollah au Liban ou les milices pro-iraniennes en Syrie et en Irak.

Alors que les appels internationaux à la désescalade se multiplient, la situation reste volatile. La possibilité d'un conflit plus large, qui pourrait embraser tout le Moyen-Orient, est désormais une réalité inquiétante pour les diplomates et les observateurs régionaux. ◆

FACE AUX GUERRES, L'ONU EST-ELLE PARALYSÉE ?



Vue de la salle de l'Assemblée générale lors du « Sommet du futur » au siège des Nations Unies à New York, aux États-Unis, le 22 septembre 2024

ALLER PLUS LOIN...

- FOCUS 2030.ORG: Sommet de l'avenir, vers un renouveau du multilatéralisme ?
- VIE PUBLIQUE.FR 24: Qu'est-ce que le pacte de l'avenir de l'ONU ?

Du 22 au 27 septembre 2024, l'Assemblée générale des Nations Unies s'est tenue à New York, réunissant les dirigeants du monde entier pour aborder les crises internationales et réfléchir aux défis qui secouent l'ordre mondial.

Cette session a été marquée par des discussions intenses sur deux conflits majeurs : la guerre en Ukraine, qui dure depuis plus de deux ans, et l'escalade de la violence au Proche-Orient. Face à ces crises, les discours ont souvent évoqué les lacunes et l'impuissance perçue de l'ONU. Malgré ses efforts humanitaires et diplomatiques, l'Organisation semble de plus en plus en décalage avec les réalités géopolitiques actuelles. Dans ce contexte, l'ONU peut-elle encore remplir efficacement son rôle de garant de la paix et de la sécurité internationales, ou est-elle condamnée à l'impuissance, à la paralysie face aux guerres contemporaines ?

Déclenchée en février 2022 par l'invasion russe, la guerre en Ukraine est l'un des conflits les plus meurtriers et déstabilisants de l'époque moderne. Dès le début des hostilités, l'ONU s'est trouvée dans une position complexe. D'une part, son Conseil de sécurité, organe principal en charge de la paix et de la sécurité, est paralysé par le droit de veto que possède la Russie en tant que membre permanent. Cela a empêché l'adoption de mesures coercitives contre Moscou, malgré les condamnations répétées par la communauté internationale.

L'Assemblée générale de l'ONU, où tous les États membres ont voix au chapitre, a pourtant adopté plusieurs résolutions condamnant l'agression russe et appelant à un cessez-le-feu. Cependant, ces résolutions n'ont qu'une portée non contraignante, soulignant ainsi les limites de l'Assemblée générale en matière de sécurité internationale.

Sur le terrain humanitaire, l'ONU a certes été plus active. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres agences onusiennes ont coordonné des efforts de grande envergure pour aider les millions de réfugiés ukrainiens qui ont fui vers les pays voisins au début du conflit. En dépit de ces actions humanitaires, l'ONU reste impuissante à imposer une solution politique ou à mettre fin aux hostilités.

Depuis le début du conflit, plusieurs tentatives de médiation ont été initiées par les Nations Unies, notamment via les bons offices du Secrétaire général, António Guterres. En avril 2022 puis mars 2023, Guterres s'était rendu à Kiev et Moscou pour tenter de relancer le dialogue. Cependant, les pourparlers n'ont abouti à aucun accord significatif. L'absence de progrès dans la médiation reflète non seulement la complexité du conflit, mais aussi la défiance croissante à l'égard de l'ONU comme médiateur impartial.

La dernière assemblée générale de l'ONU a montré une fracture claire entre les membres. Bien que la majorité des États aient soutenu les résolutions condamnant la Russie, d'autres pays, en particulier dans le Sud global, se sont abstenus ou ont exprimé leur soutien tacite à Moscou, critiquant ce qu'ils perçoivent comme un double standard des puissances occidentales dans leur gestion des crises internationales. Cela affaiblit l'efficacité des actions diplomatiques de l'ONU.

La situation au Proche-Orient continue de représenter un défi colossal pour l'ONU, notamment à cause de la complexité des alliances régionales et des rivalités historiques. En 2024, la région a été secouée par une nouvelle vague de violence, déclenchée par une escalade brutale entre Israël et le Hamas à Gaza. À cela s'ajoute une attaque israélienne sur le Sud du Liban en réponse à des tirs de roquettes attribués au Hezbollah, marquant un nouveau front dans les tensions régionales. La région du Proche-Orient est depuis des décennies un terrain fertile pour des conflits de nature politique, ethnique et religieuse. Le conflit israélo-palestinien, les tensions entre Israël et ses voisins (notamment le Liban, la Syrie et l'Iran), ainsi que les guerres civiles en Syrie et au Yémen, témoignent de la fragilité de la stabilité régionale. Cette situation complexe, où plusieurs acteurs étatiques et non étatiques sont impliqués, dépasse la simple dynamique Israël-Palestine. Elle englobe également des rivalités régionales plus larges, notamment l'opposition entre Israël et l'Iran, dont le Hezbollah est considéré comme un relais stratégique. Les risques d'un conflit généralisé au Proche-Orient deviennent alors une menace mondiale, attirant l'attention de la communauté internationale. Dans cette conjoncture, le Conseil de sécurité de l'ONU a une nouvelle fois montré son incapacité à agir de manière décisive. La structure même du Conseil, où les membres permanents (États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni) disposent du droit de veto, limite souvent sa capacité à prendre des mesures efficaces dans des situations de conflits complexes.

Les États-Unis, alliés historique d'Israël, ont régulièrement utilisé leur droit de veto pour bloquer des résolutions critiques envers l'État hébreu. En 2024, à la suite des frappes israéliennes sur le Sud Liban et de l'escalade à Gaza, une résolution proposée par plusieurs États membres condamnant l'usage disproportionné de la force par Israël et appelant à un cessez-le-feu immédiat a été bloquée par Washington. Ce veto américain a provoqué de vives critiques, en particulier parmi les pays du Moyen-Orient et les nations du Sud global, qui considèrent que cette position déséquilibre les efforts de paix et entrave la capacité de l'ONU à répondre équitablement aux violations du droit international.

Face à l'escalade des violences, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé à plusieurs reprises au calme et à un cessez-le-feu. En dépit de ces efforts diplomatiques, l'ONU ne parvient pas à imposer de négociations sérieuses entre les parties. Les tentatives de dialogue sont systématiquement éclipsées par les dynamiques locales et les intérêts stratégiques des grandes puissances. L'ONU continue toutefois de jouer un rôle central dans la coordination de l'aide humanitaire. Dans le contexte de l'attaque israélienne sur le Sud Liban, les

Nations Unies, via la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), ont tenté de limiter la propagation du conflit en renforçant leur présence le long de la frontière israélo-libanaise. Cependant, l'efficacité de cette mission est souvent remise en question, compte tenu de la difficulté à garantir la sécurité des civils dans un contexte aussi volatile.

L'ONU se trouve en quête de crédibilité au Proche-Orient, l'escalade de la violence entre le Hamas et Israël, combinée à l'attaque israélienne sur le Sud Liban, illustre une nouvelle fois les limites de l'ONU en matière de gestion des conflits au Proche-Orient. Le blocage au sein du Conseil de sécurité, principalement dû au veto américain, réduit considérablement la capacité de l'ONU à jouer un rôle de médiateur impartial. Cette paralysie, couplée à une perception de partialité dans la région, fragilise la crédibilité de l'organisation.

Cependant, l'ONU reste indispensable pour la coordination des efforts humanitaires et pour maintenir un forum de dialogue international. Mais sans réforme structurelle, notamment au niveau du Conseil de sécurité, sa capacité à influencer les dynamiques des conflits au Proche-Orient restera limitée.

Face aux guerres en Ukraine et au Proche-Orient, l'ONU est confrontée à ses propres limites. Le blocage au sein du Conseil de sécurité, les divisions politiques au sein de l'Assemblée générale et l'incapacité à imposer des solutions diplomatiques aux conflits en cours soulignent une certaine impuissance. Cependant, l'ONU reste un acteur clé pour la coordination des réponses humanitaires et pour offrir une plateforme de dialogue.

L'assemblée générale de 2024 a montré une prise de conscience croissante des lacunes de l'organisation et des appels à la réforme. Si l'ONU veut rester pertinente dans un monde multipolaire et marqué par des conflits de plus en plus complexes, elle devra réinventer ses mécanismes de gouvernance et renforcer son rôle de médiateur impartial. Le défi est immense, mais l'ONU reste peut-être l'un des rares instruments capables d'œuvrer pour la paix mondiale. ◆

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE : TRUMP VS HARRIS, DEUX VISIONS DIVERGENTES DU MONDE



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE INTER PODCAST: Le débat Harris/Trump, deux visions du rôle de l'Amérique dans le mondemultilatéralisme ?

À l'approche des élections présidentielles de 2024, les électeurs américains sont confrontés à des choix politiques diamétralement opposés concernant la place des États-Unis sur la scène internationale. Donald Trump, ancien président et candidat républicain, et Kamala Harris, actuelle vice-présidente et candidate démocrate, incarnent deux visions radicalement différentes en matière de politique étrangère. Alors que Trump adopte une approche isolationniste et unilatérale, Harris défend une vision plus traditionnelle du leadership américain, axée sur les alliances et les valeurs démocratiques.

Donald Trump a toujours prôné une politique étrangère fondée sur le slogan "L'Amérique d'abord". Son approche se concentre sur la défense des intérêts économiques américains et la remise en question des engagements internationaux que les États-Unis ont pris au fil des décennies. Durant son mandat (2017-2021), Trump s'est détourné des principes de multilatéralisme qui ont longtemps guidé la politique étrangère américaine. Il a souvent privilégié les relations bilatérales basées sur des intérêts économiques directs, tout en cherchant à réduire l'implication des États-Unis dans les affaires mondiales, qu'il considérait comme coûteuses et non rentables pour l'Amérique. En conséquence, il a remis en cause les alliances traditionnelles et les engagements internationaux, estimant que ceux-ci n'apportaient pas suffisamment de bénéfices aux États-Unis. Cette vision s'inscrit dans une approche plus transactionnelle de la politique internationale, où les engagements sont réévalués en fonction de leurs avantages économiques immédiats pour l'Amérique.

À l'opposé, Kamala Harris défend une vision plus classique du rôle des États-Unis sur la scène internationale, similaire à celle des administrations précédentes avant Trump. Elle insiste sur le besoin de maintenir et de renforcer les alliances internationales, telles que l'OTAN, tout en soutenant les valeurs démocratiques et le multilatéralisme. Pour Harris, les États-Unis ont une responsabilité non seulement en tant que puissance économique, mais aussi en tant que leader mondial dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la démocratie.

Son approche est axée sur l'importance des engagements à long terme et des partenariats internationaux pour répondre aux défis globaux, qu'il s'agisse des conflits armés ou du changement climatique. Contrairement à Trump, Harris voit dans l'engagement américain une force stabilisatrice essentielle pour un ordre mondial fondé sur des règles.

Relation avec les alliés : tensions vs. coopération

Durant sa présidence, Donald Trump a souvent critiqué les alliés traditionnels des États-Unis, notamment les pays européens. Il a notamment reproché aux membres de l'OTAN de ne pas contribuer suffisamment à leur propre défense, exigeant qu'ils augmentent leur part de financement pour réduire le fardeau porté par les États-Unis. Cette critique s'inscrit dans une vision où les alliances traditionnelles doivent être repensées selon un principe de réciprocité financière stricte. De plus, Trump a exprimé à plusieurs reprises son scepticisme envers les organisations internationales telles que l'OTAN, les Nations Unies ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qu'il accuse d'être inefficaces ou injustement tournées contre les intérêts américains. Cela a provoqué des tensions avec des alliés historiques, notamment en Europe et en Asie. Kamala Harris, quant à elle, met l'accent sur la nécessité de réparer les relations avec les alliés qui ont été tendues sous l'administration Trump. Elle valorise les alliances traditionnelles des États-Unis et considère que des partenariats forts sont essentiels pour relever les défis mondiaux. Elle est également une ardente défenseuse des organisations internationales telles que l'OTAN, qu'elle perçoit comme des piliers de la sécurité collective. Kamala Harris cherche à restaurer la confiance des alliés en réaffirmant l'engagement américain envers la défense commune et en rétablissant la diplomatie multilatérale. Elle a clairement indiqué que les États-Unis sous sa direction joueraient un rôle actif dans les affaires internationales, tout en veillant à ce que les alliances restent des partenariats fondés sur des valeurs communes, notamment la défense de la démocratie et des droits humains.

Gestion des conflits : retrait vs. engagement

Trump a souvent plaidé pour le retrait des États-Unis des conflits internationaux, affirmant que l'Amérique ne devait pas être le "gendarme du monde". Sous son administration, il a cherché à rapatrier les troupes américaines d'Afghanistan et d'Irak, affirmant qu'il était temps de mettre fin aux "guerres sans fin". En ce qui concerne la guerre en Ukraine, Trump a exprimé un scepticisme quant au soutien américain, suggérant que les États-Unis ne devraient pas trop s'investir dans ce conflit européen. Il a souvent avancé qu'il serait capable de résoudre rapidement des crises internationales via des négociations directes avec les parties concernées comme lors de sa rencontre avec Volodymyr Zelinsky en marge de l'Assemblée générale de l'ONU le 27 septembre où Trump s'est engagé à « résoudre » le conflit en Ukraine ajoutant que "cette guerre n'aurait jamais dû avoir lieu, mais nous allons la résoudre", a affirmé l'ancien président américain depuis New York, sans expliquer comment il compterait s'y prendre.

Kamala Harris, à l'inverse, soutient un engagement américain continu dans la résolution des conflits mondiaux. Elle défend fermement le soutien à l'Ukraine face à l'agression russe, considérant que l'Amérique a la responsabilité de soutenir les pays qui luttent pour leur souveraineté et leur liberté. Harris défend fermement la résistance ukrainienne face à la Russie. Elle soutient l'envoi d'aide militaire et humanitaire à l'Ukraine, voyant cela comme une défense essentielle de l'ordre international. Harris prône des solutions diplomatiques, mais insiste sur le maintien d'une position ferme face aux menaces mondiales, notamment de la part des régimes autoritaires. Pour

elle, le retrait des États-Unis des crises internationales pourrait engendrer un vide de pouvoir dangereux, laissant la place à des régimes autocratiques pour étendre leur influence. Enfin, sur la question du conflit israélo-palestinien, Trump se positionne comme un fervent défenseur d'Israël, sans proposer de solution détaillée pour le conflit. Harris, quant à elle, appelle à une solution à deux États, prônant la fin du conflit par la négociation.

Relations avec les régimes autoritaires : conciliation vs. fermeté

Durant sa présidence, Trump a adopté une approche relativement conciliante envers certains dirigeants autoritaires. Il a souvent mis en avant ses relations personnelles avec des leaders tels que Vladimir Poutine, Kim Jong-un et Mohammed ben Salmane, estimant que des relations personnelles solides pouvaient aider à désamorcer les tensions. Toutefois, cette attitude a suscité des critiques, notamment pour son manque de fermeté face à des violations des droits humains ou des agressions internationales, comme celles perpétrées par la Russie en Ukraine. Kamala Harris adopte une position beaucoup plus ferme à l'égard des régimes autoritaires. Elle critique Trump pour sa proximité avec des dirigeants autoritaires, affirmant que cela affaiblit la position morale des États-Unis dans le monde. Harris s'engage à défendre les droits humains et à faire face aux régimes autoritaires, y compris la Russie et la Chine, avec une fermeté inébranlable. La candidate démocrate considère que la complaisance envers ces régimes met en péril les valeurs démocratiques et la stabilité internationale.

En résumé, la politique étrangère de Trump se caractérise par une approche plus isolationniste et transactionnelle, centrée sur les intérêts économiques immédiats des États-Unis et sur une réduction de leur rôle dans les affaires mondiales. En revanche, Harris défend une vision plus traditionnelle et multilatérale du leadership américain, axée sur le renforcement des alliances, le soutien aux valeurs démocratiques et une réponse ferme face aux régimes autoritaires. Ces différences marquées sur la scène internationale reflètent les choix fondamentaux auxquels les électeurs américains seront confrontés en novembre 2024. ◆

RUSSIE, DU CHANGEMENT DANS LA DOCTRINE NUCLÉAIRE

Septembre 2024, Vladimir Poutine a annoncé une révision majeure de la doctrine nucléaire russe, introduisant des changements significatifs dans la posture de dissuasion nucléaire du pays. Alors que la guerre en Ukraine continue d'alimenter les tensions entre la Russie et l'Occident, ces modifications reflètent une volonté de renforcer la pression sur les Occidentaux et de dissuader toute intervention militaire contre la Russie et ses alliés. Cette nouvelle doctrine présente plusieurs ajustements inquiétants, notamment l'élargissement des conditions d'utilisation de l'arme nucléaire et l'abaissement du seuil de son emploi, ce qui soulève des interrogations sur les risques d'escalade nucléaire dans le contexte actuel.

L'une des modifications les plus notables de cette nouvelle doctrine est l'élargissement des circonstances dans lesquelles la Russie pourrait envisager l'utilisation de son arsenal nucléaire. Parmi les nouveaux critères énoncés, Poutine a souligné trois cas particuliers.

La doctrine stipule désormais qu'une attaque contre la Biélorussie, un allié proche de la Russie et théâtre d'importants exercices militaires conjoints, sera considérée comme une attaque directe contre la Russie elle-même. Cela place la Biélorussie sous le parapluie nucléaire russe, une mesure qui pourrait dissuader toute intervention militaire occidentale dans ce pays.

Autre changement majeur, la doctrine permet à la Russie de recourir à l'arme nucléaire en cas d'agression provenant d'un État non-nucléaire, mais soutenu par une puissance nucléaire, comme les États-Unis ou la France. Cela pourrait être interprété comme un avertissement aux pays occidentaux qui soutiennent militairement l'Ukraine.

Enfin, troisième cas, la Russie pourrait répondre par des frappes nucléaires à une attaque aérienne de grande ampleur contre son territoire. Cette condition inclut désormais des agressions conventionnelles qui, si elles sont suffisamment graves, justifieraient l'emploi du nucléaire, alors que jusqu'à présent, la doctrine réservait cette réponse aux menaces existentielles pour l'État russe.

Une autre évolution clé est l'abaissement du seuil d'utilisation de l'arme nucléaire. La doctrine précédente, adoptée en 2020, restreignait strictement l'usage du nucléaire à des menaces « existentielles » pour la survie de la Russie. La version actualisée, cependant, introduit des conditions plus larges, moins extrêmes, et donc plus plausibles. L'extension de ces conditions permet à la Russie de considérer une riposte nucléaire même en l'absence de menace directe contre son existence en tant qu'État. Cela marque une rupture avec les principes traditionnels de dissuasion nucléaire, où l'usage de ces armes était réservé à des circonstances extrêmement graves. Cette révision de la doctrine nucléaire intervient dans un contexte où la Russie cherche à dissuader l'Occident de renforcer son soutien militaire à l'Ukraine. Le conflit en Ukraine s'est intensifié, avec notamment des offensives ukrainiennes contre le territoire russe, comme dans la région de Koursk, et des débats parmi les alliés occidentaux sur la fourniture d'armes à longue portée à Kiev. En élargissant les conditions d'utilisation de l'arme nucléaire, la Russie envoie un signal fort aux pays occidentaux, les avertissant des risques potentiels d'une escalade nucléaire si ces derniers continuent d'appuyer militairement l'Ukraine.

Un autre objectif de cette doctrine pourrait être de semer la discorde parmi les alliés occidentaux. En menaçant d'utiliser l'arme nucléaire en réponse à des agressions par des États non-nucléaires soutenus par des puissances nucléaires, la Russie cherche à accentuer les divergences d'opinion au sein de l'OTAN et de l'Union européenne. Certains États pourraient se montrer plus réticents à fournir une aide militaire directe à l'Ukraine, de peur de provoquer une escalade nucléaire. Enfin, la doctrine mise à jour peut être vue comme un élément de la stratégie de Poutine pour mener un « dialogue dissuasif » avec l'Occident. En abaissant le seuil d'utilisation du nucléaire, la Russie veut démontrer qu'elle est prête à aller jusqu'au bout pour protéger ses intérêts, tout en espérant que la simple menace suffira à dissuader les adversaires de franchir certaines lignes rouges. Cela place l'arme nucléaire au cœur du calcul stratégique russe, sans nécessairement signifier une volonté immédiate de s'en servir. Selon plusieurs experts en stratégie, cette évolution doctrinale vise avant tout à renforcer la dissuasion russe face à l'Occident, sans pour autant signaler une augmentation significative du risque d'emploi réel de l'arme nucléaire. Il s'agit plutôt d'une intensification du discours dissuasif. En élargissant les conditions d'usage du nucléaire, Moscou cherche à dissuader toute intervention directe de l'OTAN en Ukraine, tout en renforçant son statut de puissance imprévisible.

Cependant, l'abaissement du seuil d'utilisation et l'élargissement des conditions d'emploi soulèvent des inquiétudes légitimes. Avec des critères d'engagement nucléaire plus souples, le risque d'erreurs de calcul ou de mauvaises interprétations augmente. En particulier, le conflit en Ukraine, où les lignes entre agressions conventionnelles et nucléaires deviennent floues, pourrait potentiellement déraper si une grande puissance venait à interpréter certaines actions militaires comme justifiant une réponse nucléaire.

La révision de la doctrine nucléaire russe de septembre 2024 représente un tournant important dans la stratégie de dissuasion de la Russie. En élargissant les conditions d'emploi et en abaissant le seuil d'utilisation, Vladimir Poutine cherche à envoyer un message clair à l'Occident : la Russie est prête à défendre ses intérêts vitaux, même au prix d'une escalade nucléaire. Toutefois, cette évolution accroît également les risques d'une escalade involontaire dans le conflit ukrainien, rappelant à quel point le danger nucléaire reste une menace réelle dans les relations internationales actuelles. ◆

ALLER PLUS LOIN...

- IFRI: Malgré la nouvelle doctrine russe, le risque d'emploi d'arme nucléaire n'est pas plus élevé qu'avant.
- EURONEWS: La Russie révise sa doctrine nucléaire et adresse un nouvel avertissement à l'occident



Un système de missile balistique intercontinental russe Yars passe devant une garde d'honneur lors d'un défilé militaire à l'occasion du Jour de la Victoire sur la Place Rouge, dans le centre de Moscou le 9 mai 2024



Contrôles routiers à la frontière entre l'Allemagne et l'Autriche le 17 septembre 2024 au lendemain de l'annonce du gouvernement fédéral allemand.

ALLER PLUS LOIN...

PUBLIC SÉNAT: Contrôle aux frontières, pourquoi l'Allemagne durcit sa politique migratoire ?

ALLEMAGNE : RETOUR DES CONTRÔLES AUX FRONTIÈRES, EST-CE LA FIN DE L'ESPACE SCHENGEN ?

Depuis le 16 septembre 2024, l'Allemagne a réintroduit des contrôles à toutes ses frontières terrestres pour une durée initiale de six mois. Cette décision, qui concerne l'ensemble de ses voisins européens, marque un tournant dans la gestion des frontières en Europe. Bien que l'espace Schengen garantisse normalement la libre circulation des personnes, la législation permet aux États membres de rétablir temporairement des contrôles frontaliers en cas de menace pour l'ordre public ou la sécurité intérieure.

Le gouvernement allemand justifie cette décision principalement par la nécessité de lutter contre l'immigration irrégulière et de renforcer la sécurité face à des menaces terroristes croissantes. Depuis plusieurs mois, l'Allemagne fait face à un afflux d'immigrants clandestins en provenance de pays tiers, qui franchissent ses frontières terrestres après avoir traversé d'autres pays européens. Cette pression migratoire a ravivé des tensions politiques internes, notamment avec la montée de l'extrême droite, qui pointe du doigt les politiques migratoires du gouvernement et les failles dans la gestion des frontières de Schengen. En outre, plusieurs récents attentats sur le sol allemand ont renforcé les préoccupations sécuritaires. Le ministre de l'Intérieur a évoqué la nécessité d'accroître les contrôles pour prévenir de futures attaques terroristes et garantir la sécurité des citoyens. Le retour des contrôles vise donc à répondre à ces deux enjeux majeurs : la gestion de l'immigration et la lutte contre le terrorisme.

Les contrôles frontaliers allemands, initialement renforcés à la frontière avec la Pologne, la République tchèque, l'Autriche et la Suisse depuis un an, s'étendent désormais à toutes les frontières terrestres de l'Allemagne. Les pays concernés incluent ainsi la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Danemark et la Belgique. Ces contrôles seront aléatoires et mobiles, permettant ainsi aux autorités de vérifier les documents d'identité (carte d'identité ou passeport) des voyageurs à différents points d'entrée, dans les trains, tramways transfrontaliers, ou encore sur les ferrys reliant les deux côtés de la frontière.

Les voyageurs traversant ces frontières devront désormais se munir d'un titre d'identité valide, sous peine de se voir refuser l'entrée en Allemagne. Des ralentissements aux postes de contrôle sont à prévoir, même si le gouvernement

a assuré vouloir limiter au maximum l'impact sur la circulation transfrontalière. Les travailleurs transfrontaliers, en particulier ceux résidant dans des régions comme la Sarre ou l'Alsace, pourraient être les plus touchés par ces contrôles, qui risquent de perturber leur routine quotidienne. Toutefois, l'Allemagne s'efforce de maintenir une coordination étroite avec ses voisins européens pour minimiser ces perturbations.

L'espace Schengen, fondé en 1995, repose sur un principe de libre circulation des personnes entre ses membres, sans contrôle aux frontières intérieures. Cependant, la législation Schengen autorise un État membre à rétablir temporairement des contrôles en cas de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure. Ce mécanisme, encadré juridiquement, nécessite que l'État concerné informe les institutions européennes et obtienne leur accord. C'est ce qu'a fait l'Allemagne invoquant les risques liés à l'immigration illégale et aux menaces terroristes. Les autorités européennes ont validé cette mesure, soulignant son caractère temporaire et nécessaire face aux circonstances actuelles. Cependant, cette décision s'inscrit dans un contexte plus large de durcissement des politiques migratoires en Europe. Plusieurs pays, tels que la France ou l'Autriche, ont également renforcé leurs contrôles frontaliers ces dernières années, soulevant des questions sur l'avenir de la libre circulation dans l'espace Schengen.

Le retour des contrôles aux frontières en Allemagne soulève des interrogations sur l'avenir de l'espace Schengen, qui est l'un des piliers de l'intégration européenne. Si ces contrôles sont annoncés comme temporaires, ils traduisent une tendance plus large à la sécurisation accrue des frontières en Europe. Cette évolution témoigne des défis auxquels les pays membres de l'UE sont confrontés, entre la gestion des flux migratoires, la lutte contre le terrorisme, et la nécessité de maintenir la libre circulation des personnes.

Alors que l'Allemagne a pris cette décision pour répondre à une situation d'urgence, elle reflète également une tension croissante entre sécurité nationale et intégration européenne. Le défi pour l'Union européenne sera de concilier ces deux impératifs tout en préservant l'esprit de coopération qui sous-tend l'espace Schengen. ◆

SOMMET CHINE- AFRIQUE, LA DIPLOMATIE DU CHÉQUIER

Pékin a accueilli en septembre la neuvième édition du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), un sommet qui a réuni une cinquantaine de dirigeants africains. Ce rendez-vous diplomatique s'inscrit dans une relation de plus en plus stratégique entre la Chine et le continent africain. Si les précédents sommets ont été dominés par des promesses de financements d'infrastructures, celui de 2024 a marqué un tournant. Désormais, la Chine semble davantage intéressée par les marchés technologiques africains, en particulier ceux liés à la transition écologique, tout en continuant d'investir dans des projets d'infrastructure majeurs comme la construction d'un nouvel aéroport à N'Djamena. Ce sommet reflète les ambitions chinoises à la fois sur le plan économique et géopolitique, alors que les tensions commerciales avec l'Occident se renforcent.

Lors de ce sommet, la Chine a promis une aide au continent africain de plus de 50 milliards de dollars, une augmentation par rapport aux 40 milliards annoncés lors du précédent FOCAC en 2021. Ce soutien financier continu démontre la volonté de la Chine de rester un partenaire clé dans le développement de l'Afrique, notamment à travers des projets d'infrastructure.

Cependant, ce qui marque cette édition du FOCAC, reste l'orientation de plus en plus marquée de la Chine vers les secteurs technologiques, notamment ceux liés à la transition écologique. La Chine voit un potentiel immense dans les marchés africains pour ses panneaux photovoltaïques, ses voitures électriques, et d'autres technologies vertes. Alors que le continent est confronté à la nécessité de répondre aux défis du changement climatique, la Chine s'érige en fournisseur privilégié de ces technologies, renforçant ainsi son influence économique et diplomatique.

Lors de son discours d'ouverture, le président chinois Xi Jinping a affirmé que la Chine et l'Afrique constituaient désormais une « communauté avec un futur partagé », soulignant le caractère stratégique de cette relation. Pékin ne cache plus son ambition de fédérer un « Sud global » sous son égide, en opposition aux grandes puissances occidentales. En se positionnant comme un partenaire de choix pour l'Afrique, la Chine cherche à renforcer sa base de soutien parmi les pays

en développement, une stratégie qui lui permet également d'accroître son poids dans les instances internationales. En retour, de nombreux pays africains voient dans ce partenariat une opportunité de réduire leur déficit commercial avec la Chine, qui s'est accru au cours des dernières années. Cependant, cet objectif reste un défi, car la Chine continue d'exporter bien plus de produits vers l'Afrique qu'elle n'en importe, en particulier dans les secteurs manufacturiers et technologiques.

Ce sommet survient dans un contexte international où la Chine fait face à des tensions croissantes avec les États-Unis et l'Europe. Le marché domestique chinois montre des signes de ralentissement, tandis que Pékin est confronté à des restrictions de plus en plus sévères dans son accès aux marchés occidentaux, notamment pour ses voitures électriques. Aux États-Unis, les véhicules électriques chinois sont désormais taxés à 100%, limitant considérablement leur pénétration. Dans ce contexte, l'Afrique devient un relais de croissance crucial pour les entreprises chinoises, qui cherchent à compenser les pertes sur les marchés occidentaux en investissant dans des économies émergentes.

Pour la Chine, l'Afrique représente une opportunité de croissance économique à long terme, mais aussi un levier géopolitique face à l'Occident. En investissant dans les infrastructures et en promouvant ses technologies vertes, Pékin renforce son influence sur le continent tout en offrant à ses entreprises un accès privilégié à des marchés en expansion. De leur côté, les pays africains espèrent tirer parti de ces investissements pour accélérer leur développement, même si des défis subsistent en matière de rééquilibrage des échanges commerciaux.

Ce FOCAC 2024 montre ainsi que la relation sino-africaine continue d'évoluer vers un partenariat de plus en plus stratégique, dans un contexte international où la rivalité entre grandes puissances ne cesse de croître. L'Afrique, riche en ressources naturelles et en opportunités de développement, reste un terrain clé dans la stratégie mondiale de la Chine. ◆

Le président chinois, Xi Jinping (seul en bas), s'exprime lors de la cérémonie d'ouverture du FOCAC au Palais du peuple, à Pékin, le 5 septembre 2024



ALLER PLUS LOIN...

IRIS: FOCAC 2024, prudence économique et partenariat asymétrique entre la Chine et l'Afrique.



Le président sortant Abdelmajid Tebboune a été réélu avec 84,3% selon les résultats définitifs de l'élection présidentielle en Algérie.

À LA SORTIE DES URNES…

ABDELMADJID TEBBOUNE RÉÉLU À LA PRÉSIDENCE ALGÉRIENNE : UNE VICTOIRE CONTESTÉE

Le président sortant Abdelmadjid Tebboune a été réélu pour un second mandat lors de l'élection présidentielle du 7 septembre 2024 en Algérie. Selon les premiers résultats annoncés par l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), Tebboune avait obtenu un score écrasant de 94,65 % des voix. Ses deux principaux concurrents, Abdelaali Hassani, un islamiste modéré, et Youcef Aouchiche, un candidat socialiste, avaient recueilli respectivement 3,17 % et 2,16 %. Le taux de participation initial annoncé était de 48%, un chiffre relativement bas qui reflète une certaine désaffection des électeurs algériens.

Cependant, ces résultats ont rapidement été contestés pour des irrégularités, y compris par certains membres du camp de Tebboune. Des contradictions dans les chiffres et des accusations de fraude ont alimenté la polémique. Le 14 septembre, la Cour constitutionnelle a finalement annoncé des résultats officiels révisés, avec une nette baisse du score de Tebboune, qui s'est établi à 84,3 %. Abdelaali Hassani a vu son score augmenter à 9,56 %, tandis que Youcef Aouchiche a obtenu 6,14 %. Le taux de participation final a également été revu à la baisse, à 46,10 %.

Malgré ces ajustements, la réélection de Tebboune reste fortement critiquée. De nombreux observateurs et opposants dénoncent un manque de crédibilité dans le processus électoral, certains qualifiant le score de Tebboune de "soviétique". Les accusations de fraude et d'irrégularités pèsent sur la légitimité du scrutin, renforçant un sentiment de méfiance envers le système politique en place. Pour Tebboune, ce second mandat s'annonce difficile, avec une défiance croissante de la population et des défis économiques et sociaux considérables à surmonter.

Cette élection n'a finalement eu aucun enjeu, mis à part celui de la participation, car le Front de libération nationale (FLN) monopolise le pouvoir depuis 1962. Soixante-deux ans après l'indépendance, l'alternance politique reste encore impossible. ◆



Shigeru Ishiba, le nouveau chef du Parti libéral-démocrate (LDP), dans le bureau du chef du parti après l'élection à la direction du LDP, à Tokyo, Japon le 27 septembre 2024

AU JAPON, SHIGERU ISHIBA SERA LE PROCHAIN PREMIER MINISTRE

Le 27 septembre 2024, Shigeru Ishiba, 67 ans, a été élu à la tête du Parti libéral-démocrate (PLD), succédant ainsi à Fumio Kishida, qui a démissionné de son poste de Premier ministre. Ishiba a été officiellement nommé chef du gouvernement le 1er octobre lors d'une session extraordinaire de la Chambre des représentants. Ce succès couronne sa cinquième tentative pour prendre les rênes du PLD et accéder au poste de Premier ministre.

Lors de l'élection interne du PLD, Ishiba a battu Sanae Takaichi au second tour. Takaichi, figure ultra-conservatrice, visait à devenir la première femme à diriger le Japon, mais n'a pas pu l'emporter face à l'expertise et à l'expérience d'Ishiba. Ancien ministre de la Défense et de l'Agriculture, Ishiba est reconnu pour ses connaissances approfondies en matière de sécurité et de défense, ce qui pourrait jouer un rôle clé dans les décisions futures du gouvernement.

Parmi les priorités de Shigeru Ishiba figurent la relance de l'économie japonaise, la lutte contre la baisse du taux de natalité, la revitalisation des régions rurales et la prévention des catastrophes naturelles. Conscient des défis économiques et sociaux auxquels le pays est confronté, il plaide pour des réformes profondes afin de redonner confiance aux citoyens dans la politique.

Peu après son élection, Ishiba a annoncé la dissolution de l'Assemblée pour le 9 octobre et la tenue d'élections législatives anticipées le 27 octobre. Fait notable, Ishiba est protestant, un cas rare pour un chef de gouvernement japonais. Son élection symbolise un changement de leadership au Japon, avec un nouveau Premier ministre prêt à affronter les nombreux défis de la nation. ◆

DANS NOS LIBRAIRIES...

1



« La guerre d'Ukraine a rappelé en moi les terribles souvenirs de la Seconde guerre mondiale. Les destructions massives, les villes ravagées et détruites, les carcasses d'immeubles éventrés, les innombrables morts militaires et civiles, les afflux de réfugiés... J'ai revécu les crimes de guerre, le manichéisme absolu, les propagandes mensongères. Et me sont revenus en mémoire les traits communs à toutes les guerres que j'ai connues, guerre d'Algérie, guerre de Yougoslavie, guerres d'Irak. Les mêmes criminalisations non seulement de l'armée, mais du peuple ennemi, les mêmes délires, les erreurs et illusions toujours renouvelées, l'arrivée de l'inattendu toujours incroyable, puis rapidement banalisé.

J'ai écrit ce texte pour que ces leçons de quatre-vingts années d'histoire puissent nous servir à affronter le présent en toute lucidité, comprendre l'urgence de travailler à la paix, et éviter la pire tragédie d'une nouvelle guerre mondiale ». Edgar Morin, sociologue, philosophe, né en 1921, est l'un des plus grands penseurs de notre époque.

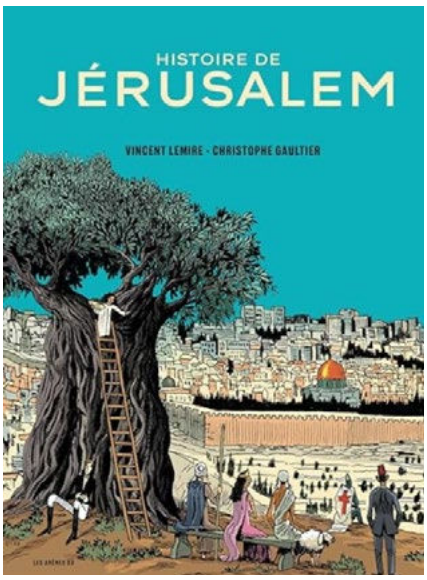
2



Deux peuples pour une même terre ou l'histoire d'une cohabitation impossible ? 75 ans après la première guerre entre Israël et ses voisins arabes, la région s'embrase à nouveau. Thomas Snégaroff et Vincent Lemire remontent aux origines du conflit.

En 50 questions et réponses, ils nous donnent les clés pour comprendre. Un texte clair et accessible, avec des cartes, des infographies, des chronologies, des biographies et des documents de référence.

3



4 000 ans d'une histoire universelle pour la première fois racontés dans une BD exceptionnelle.

Il y a 4 000 ans, Jérusalem était une petite bourgade isolée, perchée sur une ligne de crête entre la Méditerranée et le désert. Aujourd'hui, c'est une agglomération de presque un million d'habitants, qui focalise les regards et attire les visiteurs du monde entier. Entre-temps, les monothéismes y ont été inventés, les plus grands conquérants s'en sont emparé, les plus grands empires s'y sont affrontés. Tour à tour égyptienne, perse, juive, grecque, romaine, byzantine, arabe, croisée, mamelouke, ottomane, anglaise, jordanienne, israélienne et palestinienne, Jérusalem est au coeur des intérêts et des passions du monde. Berceau du judaïsme, du christianisme et de l'islam, elle est aujourd'hui une capitale spirituelle pour plus de la moitié de l'humanité.

En 10 chapitres, acteurs et témoins, célèbres ou anonymes, toutes celles et ceux qui ont arpenté Jérusalem au fil des siècles racontent ce mille-feuille d'influences composites. Rien n'est inventé : scènes et dialogues proviennent de plus de 200 sources publiées et d'archives inédites, pour donner chair à ce récit choral.



- Un bilan très positif pour les JO de Paris

- Un bilan économique contrasté

- L'avenir des infrastructures olympiques

- Les Jeux Paralympiques pour changer la vision de la société

- Un été sans gouvernement

Vincent BIENSTMAN



Le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, en discussion avec le Premier Ministre

LA RENTRÉE POLITIQUE

Le mois de septembre a été marqué par la nomination de Michel Barnier comme Premier Ministre le 5 septembre, puis par celle de son gouvernement qui a pris plus de deux semaines et enfin de ses premiers pas qui ont suscité des polémiques dès les premiers instants. En effet, le nouveau ministre de l'économie Antoine Armand avait affirmé le 24 septembre qu'il ne pourrait pas travailler avec les députés du Rassemblement National, car il estime qu'ils ne font pas partie de l'arc républicain. Très rapidement, Marine Le Pen a menacé le gouvernement de censure en faisant remarquer que le ministre n'avait pas mesuré la philosophie du nouveau gouvernement, sous-entendant qu'un accord a été passé entre Michel Barnier et le parti Lepeniste, malgré le front républicain du second tour des élections législatives. Le RN est ainsi directement placé en position de soutien du Gouvernement de Michel Barnier.

Le choix d'un gouvernement très à droite

Dès l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale le soir même des résultats des élections européennes le 9 juin, Emmanuel Macron s'est mis dans une position délicate. Il a ainsi offert une incroyable opportunité pour le Rassemblement National d'influencer le gouvernement et les politiques mises en œuvre. Le premier exemple est le souhait émis par Michel Barnier de réformer ou même de supprimer l'Aide Médicale d'État, qui permet aux personnes en situation irrégulière de se faire soigner et qui est une très ancienne demande de l'extrême-droite. La nomination du ministre de l'Intérieur est également une autre preuve, celui-ci a eu comme mentor Philippe de Villiers, fondateur d'un parti souverainiste et royaliste : le Mouvement pour la France.

C'est la première fois qu'un gouvernement rassemblant si peu de députés est nommé, ce qui pose la question de sa légitimité démocratique. Le Président avait annoncé la dissolution pour clarifier les choses, mais finalement ses choix ont accentué la confusion avec un gouvernement très à droite et un soutien du parti Les Républicains, qui n'avait pourtant pas participé au front républicain. De plus, le RN semble avoir choisi de ne pas censurer le gouvernement dès le départ mais plutôt de le mettre sous surveillance en cherchant à faire passer des

lois largement inspirées de leur programme. Marine Le Pen a fait un coup politique intéressant en n'étant pas confrontée ni au pouvoir, ni au risque de mécontentement, tout en réussissant à faire passer certaines lois de son programme, ce qui la place en excellente position pour la future présidentielle.

Une partie des commentateurs politiques et des journalistes a affirmé que la gauche était responsable du choix de Michel Barnier, car ses dirigeants n'auraient pas accepté une personnalité extérieure à leur coalition. Cependant, plusieurs arguments viennent contredire cela. Tout d'abord, Emmanuel Macron avait la possibilité de nommer Lucie Castets, en demandant aux députés du groupe présidentiel de ne pas censurer son gouvernement tout de suite, ou alors de nommer une autre personnalité venant d'un parti du Nouveau Front Populaire, puis de laisser les députés choisir entre le soutien, la censure ou la neutralité. De plus, le président avait d'emblée conditionné son choix de Premier ministre à la continuité de sa politique, en particulier pour le domaine économique, en refusant les hausses d'impôts pour les plus riches et la fin de la politique de l'offre qui consiste à soutenir massivement les entreprises et les ménages les plus aisés. Ce qui rendait impossible la mise en place d'un gouvernement de gauche, soutenu par des députés qui ont été élus sur un programme remettant en question plusieurs de ces points, comme par exemple l'abrogation de la réforme des retraites. D'ailleurs, cela va faire l'objet d'un combat politique intéressant avec une proposition formulée en premier par les députés RN qui ont déposé une mesure en ce sens qui sera examinée le 31 octobre lors de leur niche parlementaire. Les députés du Parti socialiste ont déjà annoncé leur refus de la voter, en expliquant que la gauche va elle-même réaliser une proposition dans les prochaines semaines, notamment lors de l'examen du budget de la Sécurité sociale.

Réticences dans les rangs macronistes

Plusieurs personnalités du camp présidentiel ont émis des doutes importants sur le choix du PM et sur la politique qu'il risque de mettre en œuvre au vu des ministres choisis. Une partie des députés a décidé de créer un groupe « progressiste » pour ceux qui se considèrent comme des « macronistes de gauche ». Ils restent pour l'instant dans le camp présidentiel mais ils se réservent encore le choix sur le soutien ou non au gouvernement. Certains ont même décidé de quitter le parti ; en effet, depuis l'élection 4 députés ont choisi le départ en allant vers d'autres partis. Le risque d'explosion du camp présidentiel est réel avec une tribune publiée le 28 septembre par le groupe Ensemble pour la République qui menace de ne pas voter les hausses d'impôts annoncées par Michel Barnier.

Le Premier Ministre, Michel Barnier, lors du discours de politique générale devant l'Assemblée Nationale



C'est le vote du budget qui sera déterminant pour connaître le véritable soutien des députés et si un groupe majoritaire existe véritablement. C'est traditionnellement ce vote qui permet la clarification. Le gouvernement pourrait décider d'utiliser l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, mais ce serait un très gros risque de censure et de chute dans une assemblée majoritairement hostile à sa politique, d'autant que l'arme de la dissolution a déjà été utilisée et ne sera de nouveau disponible que dans 9 mois.

Les conséquences possibles

Devant ce choix, de nombreux électeurs se sentent floués en particulier au sein du NFP qui revendique la victoire, ayant été la coalition comptabilisant le plus de députés élus, mais également au sein du RN, car ses électeurs ont le sentiment d'avoir été volés de leur victoire par la constitution du front républicain qui n'a finalement même pas permis de mettre en place un gouvernement. La presse étrangère est d'ailleurs très négative sur le choix d'Emmanuel Macron, en particulier dans les pays à forte tradition parlementaire qui donne d'abord le temps à la coalition arrivée en tête de trouver une majorité stable, puis seulement en cas d'impossibilité de laisser le parti arrivé en seconde position d'en constituer une. Le Washington Post évoque ainsi un « pacte avec le diable » à cause du gain d'influence de Marine Le Pen dans la politique française qui serait de très mauvais augure pour le pays ou le journal espagnol El Pais qui parle du « couloir de la mort » pour le gouvernement.

La clarification recherchée par le chef de l'État a finalement échoué mais sa dissolution a contribué à la poursuite de la recomposition politique affichée depuis son élection avec trois blocs distincts. Une gauche relativement unie sous le NFP, une extrême-droite forte avec le RN qui a fait disparaître ses concurrents et un bloc de centre-droit (Renaissance, Horizons, Modem), penchant de plus en plus à droite après l'absorption du parti Les Républicains. Cependant, la fragilité de cette coalition semble très forte et pourrait éclater à l'approche des élections présidentielles pour lesquelles Emmanuel Macron sera dans l'incapacité de se présenter de nouveau après avoir réalisé deux mandats consécutifs. ◆

LA PRÉSENTATION DU BUDGET DE L'ÉTAT

Traditionnellement, le mois de septembre est dévolu aux dernières retouches du gouvernement sur le budget avant sa présentation au Parlement qui doit se faire pour le premier mardi du mois d'octobre. Afin que les députés et sénateurs puissent commencer à travailler dessus, plusieurs documents doivent être transmis au cours de l'été, ce qui n'a pas été le cas cette année, notamment à cause du refus de la part des membres démissionnaires du gouvernement et de Michel Barnier de le faire. Le nouveau Premier Ministre a également confirmé qu'il présentera le budget 2025 avec une semaine de retard, ce qui risque de raccourcir les temps de discussions du Parlement et des recours auprès du Conseil Constitutionnel.

Les risques d'un budget non voté

Dans le cas de délais trop restreints et de l'impossibilité de le voter avant la fin de l'année, le risque est de ne pas pouvoir honorer dans les temps les différents paiements : traitements des fonctionnaires, aides sociales, aides aux entreprises, subventions aux associations et aux collectivités locales ; mais aussi, à terme, le risque de fermeture de certains services publics comme aux États-Unis lors du *shutdown* débuté à la fin de l'année 2018 et qui a été le plus long de l'histoire. Dans ce cas, seuls les services de sécurité et d'urgence restent ouverts, alors que les autres services publics sont mis temporairement à l'arrêt.

De plus, le manque de temps de discussions pourrait limiter les choix budgétaires qui ont une influence déterminante sur l'activité économique. En effet, les États ont à leur disposition deux politiques économiques pour influencer la conjoncture : budgétaire et monétaire. Au sein de la zone euro, la politique monétaire est communautaire et doit donc prendre en compte la moyenne des différents pays qui peuvent se trouver dans des situations relativement différentes, comme nous avons pu le voir depuis 2022 avec une inflation importante, mais surtout concentrée dans les pays de l'est de l'Europe, plus de 9% en août 2022 pour la zone euro et même presque à 20 % pour

l'Estonie. Il reste donc la politique budgétaire mais qui est également contrainte par le Pacte de Stabilité et de Croissance qui demande aux États de limiter leur déficit public à moins de 3 % du PIB, ce qui correspond au solde entre les recettes et les dépenses de l'État. Depuis 1978, aucun budget en France n'a été à l'équilibre, ce qui a accentué la dette publique, aujourd'hui à plus de 3000 milliards d'euros, qui correspond à la quantité totale des emprunts que l'État français devra rembourser dans les années à venir. Celle-ci se refinance au fil du temps, c'est-à-dire que de nouveaux emprunts sont réalisés pour rembourser les précédents. Le risque est de voir les taux d'intérêt augmenter, comme à la fin du mois de septembre où ils sont passés au-dessus de ceux de l'Espagne et de la Grèce pour la première fois depuis la crise des dettes souveraines du début des années 2010.

Les pays dépassant les 3 % pour le déficit public doivent mettre en œuvre une trajectoire de réduction. C'est le cas de la France, la Commission européenne a lancé une procédure de déficit excessif, car en plus de dépasser la limite, le déficit s'est encore creusé en 2023 pour atteindre l'équivalent de 5,6 % du PIB alors que la conjoncture économique n'est pas spécialement défavorable, le PIB est en hausse de 0,9 % et une croissance de 0,1 % est prévue en 2024. Le déficit pourrait même dépasser les 6 % en 2025 sans nouvelles mesures d'après les dernières annonces du nouveau gouvernement. Le Premier Ministre a ainsi évoqué une situation beaucoup plus dégradée que les annonces du précédent gouvernement.

Les possibilités pour réduire le déficit

Les marges de manœuvre sont faibles, mais elles existent, car depuis plusieurs années deux grands changements ont été mis en œuvre et pourraient être corrigés. Les prélèvements obligatoires ont ainsi diminué presque exclusivement en faveur des ménages les plus riches et des entreprises les plus importantes. En effet, aujourd'hui les 75 ménages les plus riches en France paient en moyenne 26,5 % d'impôts selon l'Institut des politiques publiques, malgré un taux marginal d'imposition de 45 % pour les revenus dépassant les 177 106 €. De plus, les aides aux entreprises ont très fortement augmenté, avec l'objectif de mener une politique de l'offre qui correspond à une volonté de hausse de la production, des investissements et de la création d'emplois. Cependant, ces aides n'ont pas été conditionnées à un comportement particulier, comme par exemple l'embauche de salariés en insertion, la hausse des salaires ou l'augmentation des investissements dans la recherche ou les nouvelles technologies. Au contraire, ce sont principalement les dividendes qui ont augmenté en atteignant le record pour la France de 67,8 milliards d'euros en 2023.

Un parc national fermé aux Etats-Unis lors d'un shutdown



Il pourrait ainsi être intéressant de revenir à la fois sur certaines baisses d'impôts peu utiles pour la société et sur une partie des aides qui n'ont pas atteint les objectifs fixés. Un des économistes ayant inspiré le programme d'Emmanuel Macron en 2017, Jean Pisani-Ferry a reconnu que le pari fait en mettant en œuvre une politique de l'offre qui favorisait les entreprises afin d'améliorer par la suite les rentrées fiscales et réduire le déficit n'avait pas fonctionné. Après ce constat, le but est aujourd'hui à la fois de réduire les dépenses et d'augmenter les recettes pour atteindre une forte baisse du déficit. Cependant, il faudra être mesuré car le risque d'un budget d'austérité trop fort et rapide serait de réduire encore le niveau d'activité, il faudra supprimer les dépenses les moins efficaces et trouver des recettes engendrant le moins d'effets négatifs possibles pour ne pas tomber dans une récession économique. Les dernières annonces iraient notamment vers une taxation des grands groupes avec un prélèvement exceptionnel de 8 milliards d'euros et une taxe sur les rachats d'actions par les entreprises.

Jusqu'à maintenant, il y a eu les baisses des allocations sociales à travers le recul de l'âge légal de départ en retraite, les réformes de l'allocation chômage qui ont réduit la durée et durci les conditions pour la toucher, ainsi que le remboursement moins important de certains médicaments. L'idée de ne plus rembourser totalement les soins des maladies de longue durée est toujours sur la table. Ce sont ainsi les mécanismes de solidarité nationale qui sont mis à contribution dans une situation de vieillissement démographique. En effet, la part des personnes âgées dans la population ne fait que croître, ce qui augmente les dépenses de retraite et de soins. Aujourd'hui, les problèmes à l'hôpital sont croissants avec des financements insuffisants pour faire face au vieillissement, alors que le Premier Ministre a déjà annoncé de nouvelles économies dans ce secteur.

D'autres services publics sont en souffrance aujourd'hui, notamment l'École qui voit ses budgets augmenter moins vite que l'inflation, alors que la baisse du nombre d'élèves du fait de la réduction de la natalité est encore relativement faible depuis le début des années 2010. Entre 2024 et 2027, il est prévu une baisse de 224 000 élèves concentrée surtout sur les années du collège. Le problème le plus urgent est le manque d'attractivité de la profession d'enseignant à cause des mauvaises conditions de travail, des salaires parmi les plus faibles des pays développés et des obligations de mutation de plus en plus difficiles à accepter. A cause de cela, certains parents choisissent de mettre leurs enfants dans des écoles privées, même si la plupart sont sous contrat avec des fonctionnaires et font face aux mêmes problèmes que le secteur public. Dans ces deux cas, le risque est de développer des services à deux vitesses : un secteur public en difficulté qui n'accueille plus que les populations défavorisées et un secteur privé en développement mais qui n'est accessible qu'à la part la plus aisée de la population.

Ainsi, les choix budgétaires sont centraux pour comprendre la direction que souhaite emprunter le futur gouvernement. La priorité qui semble être accordée à la réduction du déficit peut passer par une baisse des dépenses sociales, une réduction du soutien direct aux entreprises, une augmentation de l'imposition ou des taxes. Dans tous les cas, l'acceptation sociale sera compliquée et pourrait rendre le vote du budget particulièrement difficile. ◆



Le manque de moyens des services d'urgence de l'hôpital



La consommation alimentaire se modifie avec l'inflation

LE RECUL DE L'INFLATION

La baisse annoncée de 10% des prix encadrés de l'électricité est une bonne nouvelle pour le budget des ménages et des entreprises après 2 ans de fortes hausses. Depuis le début de la guerre en Ukraine, les prix de l'électricité avaient augmenté de 45% en 2022 selon l'Insee, mais les hausses pour les professionnels avaient été encore plus importantes en atteignant 84% en 2023 après une hausse déjà importante l'année précédente. D'autres produits voient également leur prix baisser ou au moins stagner et le niveau de l'inflation a diminué ces derniers mois pour s'établir à 1,8% en août et 1,2% en septembre, ce qui est une bonne nouvelle pour le pouvoir d'achat des ménages en particulier pour ceux qui ont vu leur salaire stagner ou augmenter moins rapidement que l'inflation. Cependant, cela ne veut pas dire que les prix vont retrouver leur niveau de début 2022 car les autres matières premières ne voient pas leurs prix se réduire. Nous sommes dans un moment de désinflation, une baisse du niveau de l'inflation, et non pas de déflation qui correspond à une baisse des prix. Cependant, les risques de s'en approcher augmentent avec une consommation en recul en particulier concernant les biens durables comme les voitures et les ordinateurs. Si les agents économiques anticipent une future baisse des prix, ils vont encore plus réduire leur consommation et les entreprises vont commencer à repousser leurs investissements, ce qui pourrait nous faire entrer dans une période de ralentissement, voire de crise économique.

Une inflation forte ces dernières années

En effet, certaines hausses ont été particulièrement importantes notamment pour les produits alimentaires qui ont en moyenne augmenté de 16,3% entre 2022 et 2023. De plus, le taux de pauvreté a atteint 14,4% en 2022 (derniers chiffres publiés), ce qui correspond à 60% du revenu médian pour une personne seule (environ 1200€). Ainsi, la consommation a diminué pour la partie la plus pauvre de la population qui se retrouve en grande difficulté pour couvrir ses besoins de base comme la nourriture, le logement ou les soins. Un tiers des Français a sauté au moins un repas pour des questions de budget en 2023, selon l'institut IPSOS.

La situation est particulièrement difficile dans les départements les plus pauvres et notamment en outre-mer. Ainsi, un mouvement pour la baisse des prix et des marges des acteurs de la grande distribution s'est développé en Martinique qui compte 26,7% de personnes en dessous du seuil de pauvreté. Cela a commencé le 1er septembre avec le blocage du port de Fort-de-France et se poursuit avec des blocages de routes et des tensions avec les forces de l'ordre. Une grève générale a même débuté à l'appel de la Confédération Générale du Travail de la Martinique. Cela fait écho à un mouvement particulièrement suivi en 2009 en Guadeloupe et en Martinique qui avait pris la forme d'une grève générale de 40 jours. Il avait permis d'arriver à un accord pour une hausse des salaires et une baisse de certains prix de produits de grande consommation. Aujourd'hui, les prix des produits alimentaires sur ces îles sont toujours supérieurs de 40% aux prix pratiqués en moyenne dans l'hexagone, alors que les revenus sont parmi les plus faibles de France avec les autres départements d'Outre-Mer et la Seine-Saint-Denis. 80% de la consommation est importée, ce qui place les transporteurs en capacité d'augmenter les prix. De plus, il existe une taxe locale de « l'octroi de mer » qui permet le financement des collectivités locales. Un couvre-feu a été mis en place dans plusieurs communes et une compagnie de CRS a été envoyée sur l'île pour la première fois depuis 1959.

L'inflation a également engendré des modifications dans les modes de vie, avec la baisse des repas pris dans les restaurants, la réduction de la consommation de viande ou d'autres produits parmi les plus chers. En effet, les ventes des produits de marque nationale sont en diminution dans les supermarchés, au profit des marques distributeurs. Mais ce sont surtout les dépenses non alimentaires qui baissent fortement comme dans le textile ou la décoration.

La baisse des taux d'intérêt

La baisse de l'inflation permet aux autorités monétaires de réduire le niveau des taux d'intérêt directeurs. La BCE a annoncé le 12 septembre baisser son taux de 3,75% à 3,5% après une première baisse de 0,25 point en juin. La Réserve fédérale américaine a suivi le 18 septembre en abaissant son taux de 0,5 points pour se retrouver entre 4,75% et 5%. C'est un des moyens les plus simples et directs de mettre en œuvre la politique monétaire qui a dans la zone euro comme objectif prioritaire le maintien de l'inflation proche de 2% par an. Un second objectif de soutien à la croissance économique a été ajouté mais avec une hiérarchie claire entre les deux, la BCE doit d'abord atteindre son objectif d'inflation et si celui-ci est rempli, elle peut utiliser ses instruments pour soutenir l'activité économique. Aux Etats-Unis, la situation est différente, car l'objectif de stabilité des prix et celui de soutien à l'activité économique et à l'emploi doivent être recherchés simultanément. Ceci amène la FED à davantage de souplesse dans sa gestion de la monnaie. Cependant, les situations ne sont pas pleinement comparables du fait de l'histoire de la construction européenne et de l'obligation pour la BCE de composer avec 20 situations et politiques budgétaires particulières, alors que la FED ne doit articuler son action qu'avec une seule politique budgétaire.



Manifestation en Martinique contre la vie chère

Ces baisses des taux d'intérêt devraient permettre la hausse de la demande en réduisant les coûts et en augmentant les capacités d'emprunts. L'effet le plus direct sur les prix devrait se traduire par leur stabilisation dans l'immobilier car ils ont légèrement baissé ces deux dernières années. Cette réduction des crédits a grippé le marché et empêche la mise en œuvre de projets de mobilité ou l'obtention de logements plus en phase avec les besoins des ménages, car la baisse des prix n'a pas été assez forte pour compenser le coût des emprunts. De plus, certains secteurs voient leurs ventes s'effondrer, ce qui amène des entreprises à la faillite. Ainsi, on a assisté à une hausse de 114 % en un an des faillites d'agences immobilières entre mai 2023 et avril 2024 selon la FNAIM. C'est aujourd'hui le BTP (Bâtiments et Travaux Publics) qui voit ses projets diminuer fortement, ce qui entraîne une crise dans ce secteur moteur de l'économie française et pourvoyeur d'emplois d'ouvriers qualifiés. Les ventes ont baissé de 30 % à la fin de l'année 2023 en particulier parmi les investisseurs particuliers. Cela malgré l'augmentation des besoins de la population, qui est toujours en hausse en France avec 68,4 millions d'habitants, et qui contient davantage de foyers car ceux-ci comprennent un nombre de personnes plus faible qu'il y a quelques décennies. Il faut donc aujourd'hui davantage de logements pour loger le même nombre de personnes. Pour faire face à cela, plusieurs solutions de transitoire se développent avec l'augmentation de la cohabitation chez les parents ou des colocations qui se poursuivent même après la période des études.

Les étudiants sont également une population très touchée par l'inflation et la pauvreté. Plus d'un tiers se privent régulièrement d'un repas et plus de la moitié renoncent à se chauffer correctement. Les frais augmentent et les bourses ont été revalorisées mais cela ne permet pas de compenser l'inflation. Une réforme structurelle était prévue en 2025 mais mise en pause depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. De plus, seuls 40 % des boursiers sont hébergés par le Crous (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires) alors qu'il permet d'obtenir un logement pour un prix plus faible que sur le marché privé. Une partie importante des étudiants est alors obligée de travailler en même temps, ce qui réduit leurs chances de réussir et de valider leurs diplômes, alors qu'une autre partie abandonne devant les difficultés financières trop importantes. D'autant que le coût des études a tendance à augmenter avec des frais en hausse dans certaines formations en particulier lorsqu'elles sont privées, comme les écoles de commerce ou d'ingénieurs. Selon l'UNEF (Union Nationale des Etudiants de France), les frais pour l'année scolaire augmentent de 2,25 % en 2024, ce qui risque de placer encore davantage d'étudiants dans une grande précarité, comme a pu le montrer une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux, de distribution de nourriture à Bordeaux qui a été prise d'assaut par des étudiants avec une file d'attente de près de 500 mètres. ◆

LA RENTRÉE MÉDIATIQUE

L'Arcom (Agence de régulation de la communication audiovisuelle et numérique) a décidé le mercredi 24 juillet de suspendre la diffusion de C8 et de NRJ12 à partir du 28 février 2025, après le non-respect des obligations dévolues aux chaînes émettant sur les créneaux gratuits de la TNT. Pour l'heure, les émissions se poursuivent dans leurs formules habituelles, ce qui pourrait occasionner encore des condamnations, comme par exemple celle à l'encontre de Cyril Hanouna après ses insultes contre le député Louis Boyard, qui a valu une amende de 3,5 millions au groupe Canal Plus. Cependant, l'interdiction ne concerne pas les créneaux payants, elle pourra ainsi continuer à émettre au sein de l'offre de Canal Plus et rien n'interdit le passage de l'émission vedette Touche Pas à Mon Poste en clair sur cette chaîne à des horaires similaires. Cette décision pose la question de la neutralité et de l'avenir des différents médias dans un secteur de plus en plus concentré.

La transformation de Canal Plus

Aujourd'hui C8, tout comme Cnews font partie du groupe Canal Plus racheté par Vincent Bolloré en juin 2014 en prenant le contrôle du groupe Vivendi. Il a laissé un an avant de prendre la tête du conseil de surveillance et de mettre un terme à de nombreux programmes qui avaient marqué Canal Plus pendant plusieurs années comme les Guignols de l'Info ou le Grand Journal, ainsi que de faire partir plusieurs têtes d'affiche comme Yann Barthes ou Michel Denisot. Il a également totalement modifié la chaîne d'information en continu iTélé pour la transformer en un espace de promotion de valeurs de droite et d'extrême-droite. Cnews reprend ainsi beaucoup d'aspects de FoxNews aux Etats-Unis, qui est une chaîne d'opinion soutenant le parti Républicain et notamment Donald Trump. La métamorphose a été particulièrement heurtée avec le départ de

la plupart des journalistes après une grève très suivie. Vincent Bolloré a permis au fil des années à des personnalités de droite, voire d'extrême droite d'accéder à une audience importante, même si elle est surtout concentrée auprès des personnes âgées.

La personnalité la plus médiatique ces dernières années a été Eric Zemmour qui a même ainsi pu participer à la dernière élection présidentielle en récoltant 7,5 % des suffrages exprimés au premier tour. Il avait le droit à une émission sans contradicteur en début de soirée à une heure de grande écoute afin de pouvoir dérouler sa pensée et ses idées sans être interrompu. L'objectif d'utiliser à l'antenne des propos et expressions auparavant cantonnées à des médias très peu exposés, est d'obtenir un élargissement de ce qu'on appelle la « fenêtre d'Overton ». Cette notion décrit les d'idées et les politiques considérées comme acceptables par l'opinion publique à un moment donné. Ce concept a été développé par Joseph P. Overton, un ancien président d'un groupe de pensée conservateur américain. La fenêtre d'Overton se compose de plusieurs niveaux d'acceptabilité des idées, allant de l'impensable au radical, puis à l'acceptable, au raisonnable, au populaire et enfin à la politique publique. Les idées peuvent se déplacer dans cette fenêtre en fonction des changements dans l'opinion publique et des efforts de persuasion ou de manipulation par les acteurs sociaux et politiques. Par exemple, une idée initialement considérée comme impensable peut devenir acceptable et même populaire grâce à des campagnes de sensibilisation, des débats publics et des changements culturels. Ce que nous avons pu voir avec par exemple l'utilisation dans le débat public de la notion de « grand remplacement » qui est une théorie complotiste exposée par l'écrivain d'extrême-droite Renaud Camus, qui stipule que les élites mondialisées cherchent à remplacer les populations européennes par des personnes originaires d'Afrique et du Moyen-Orient.

Vincent Bolloré met en œuvre un véritable « combat civilisationnel » pour défendre ce qu'il considère comme la culture française. Cela ne s'arrête pas à la télévision car il se déploie dans d'autres domaines comme la radio, les journaux ou l'édition. C'est notamment le cas de la station de radio Europe 1 qui voit les personnalités du groupe Bolloré de plus en plus présentes comme Pascal Praud ou Laurence Ferrari. L'émission de Cyril Hanouna mise en place pour suivre les deux semaines de la campagne des élections législatives a été mise en demeure après des propos qui manquent de mesure et d'honnêteté, ne laissant du temps d'antenne presque exclusivement à des invités de droite ou d'extrême-droite.



Vincent Bolloré, le propriétaire du groupe Bolloré et Canal Plus



Cyril Hanouna et ses chroniqueurs lors de l'émission Touche Pas à Mon Poste

La forte concentration des médias

Ce problème du manque d'équilibre ne concerne pas seulement le groupe Bolloré car les médias français sont très concentrés entre quelques milliardaires et un groupe public. Cinq quotidiens nationaux sont la propriété de quatre des plus grandes fortunes du pays : la première, Bernard Arnault contrôle *Les Échos* et *Le Parisien*, le groupe Dassault possède *Le Figaro*, Patrick Drahi *Libération*, Didier Niel *Le Monde* ; seuls *la Croix* et *l'Humanité* sont des journaux indépendants des milieux industriels et financiers. C'est le même constat concernant l'audiovisuel, la presse magazine et la presse spécialisée qui sont contrôlés par des groupes industriels, la presse régionale est sous l'étroite dépendance des banques, essentiellement le Crédit mutuel et le Crédit agricole.

Ce phénomène de concentration s'est accentué depuis une dizaine d'années avec Bernard Arnault qui a acheté *Les Échos*, *Investir*, *Le Parisien – Aujourd'hui en France*, après avoir pris le contrôle de Radio Classique, du *Monde* de la musique ou encore de Connaissance des arts ; Xavier Niel est actionnaire du groupe *Le Monde*, *Télérama*, les publications de la *Vie catholique*, du *Nouvel Observateur* et de *Rue 89* aux côtés de Pierre Bergé et de Matthieu Pigasse, le codirecteur de la banque Lazard et propriétaire des *Inrockuptibles* ; et Patrick Drahi rachetant tour à tour *Libération*, le groupe *L'Express* et sa vingtaine de magazines, avant de prendre la contrôle d'un groupe de presse spécialisée Intescia, éditeur de *Stratégies*. Aujourd'hui, Altice Média (BFM et RMC notamment) a été racheté par le propriétaire de l'entreprise de transport maritime CMA CGM, Rodolphe Saadé.

Les États généraux de l'information

Pour essayer de réguler ce secteur clé de la vie démocratique, les États généraux de l'information ont été lancés à l'initiative du Président de la République en octobre 2023. Leur objectif est de protéger l'information libre face aux ingérences et de pérenniser le financement de l'information indépendante. Ces états généraux réunissent divers acteurs, dont des journalistes, des éditeurs, des chercheurs, des citoyens et des associations, pour discuter des enjeux liés à l'information et proposer des actions concrètes. Parmi les thèmes abordés, on trouve l'impact des évolutions technologiques, notamment de l'intelligence artificielle, sur la fabrication et la diffusion de l'information, ainsi que les risques de manipulation de l'information à des fins de déstabilisation politique. Un rapport publié en septembre 2024 a synthétisé les travaux et formulé quinze propositions pour améliorer la protection du droit à l'information et garantir l'indépendance des journalistes.

Celles-ci visent à renforcer la protection et l'indépendance de l'information, à créer un environnement médiatique plus résilient et à garantir que l'information reste un bien public accessible à tous ; avec par exemple la création d'un Observatoire de l'information qui permet d'en surveiller sa qualité et de lutter contre la désinformation ; mais aussi de renforcer la protection des journalistes contre les pressions et de créer des dispositifs de soutien juridique et psychologique. Le financement de l'information doit devenir durable en diversifiant les sources de revenus des médias, avec aussi des subventions publiques et des incitations fiscales. Ces propositions visent également l'éducation aux médias avec un renforcement des programmes et de l'information dans les écoles pour développer l'esprit critique des futurs citoyens. Les algorithmes des plateformes numériques doivent devenir plus transparents afin de mieux comprendre comment l'information est filtrée et diffusée. Le journalisme d'investigation doit être soutenu par des fonds dédiés et des prix récompensant les enquêtes de qualité. Enfin, les pouvoirs publics cherchent à assurer le pluralisme des médias en s'intéressant aux opérations de concentration, en faisant évoluer le contrôle de l'Arcom avec un seuil unique comprenant les différents médias d'un même groupe fondé sur une analyse multifactorielle, à la fois quantitative (audience, viabilité économique, parts d'attention) et qualitative (diversité des contenus, honnêteté).

Cette concentration pose ainsi des questions essentielles à la vie politique et à la démocratie ; ces dirigeants d'entreprises soutiennent surtout ceux qui serviront au mieux leurs intérêts économiques. Alors que des médias indépendants existent, mais ils restent relativement marginaux, comme Médiapart ou Blast, c'est pourquoi les pouvoirs publics cherchent à augmenter la diversité de l'offre et le respect des critères de pluralité. C'est dans cette optique que l'Arcom agit pour la télévision qui, malgré un recul du temps passé devant par les plus jeunes qui préfèrent Internet et les réseaux sociaux, reste le principal média de la majorité de la population avec 73 % des Français qui la regardent quotidiennement en 2023. Cette différence générationnelle risque d'avoir des conséquences importantes, en particulier lorsque certains sujets ne sont pas traités d'une manière équivalente, ce qui pourrait éloigner des individus qui s'informent plus par les mêmes moyens et se concentrent sur un seul média, que ce soit une chaîne de télévision ou un réseau social. ◆



La devanture d'une librairie préparée pour la rentrée littéraire

LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

La rentrée littéraire de septembre est devenue au fil des ans un moment central du monde de l'édition et une institution pour tous les amoureux des livres. Elle comprend toujours un nombre particulièrement important de publications même si le chiffre est en baisse depuis le pic de 2007 avec 727 nouveaux romans. Cette année devrait voir 459 romans publiés, en léger recul par rapport à 2023 avec 466 romans, qui avait déjà vu une baisse de 5 % par rapport à 2022. Si elle reste un moment particulier, la concentration de très nombreuses publications sur quelques semaines peut également avoir des aspects négatifs, en particulier dans une société qui voit les grands lecteurs être de moins en moins nombreux au sein de la population.

L'histoire de cette rentrée unique au monde

Il n'existe aucun équivalent dans les autres pays, ce n'est pas un événement véritablement organisé, mais le résultat d'une histoire particulière. Il n'y a pas de date fondatrice, mais le nombre de publications a tendance à augmenter à partir des années 1960, pour prendre sa forme actuelle dans les années 1990. Une des causes est à rechercher dans les prix littéraires concentrés sur le mois de novembre, même si ceux-ci sont largement antérieurs à cette rentrée. Ils se déroulent tous à l'automne et poussent les éditeurs à publier les romans pouvant être primés quelques semaines avant car l'attention est focalisée sur les dernières sorties, même si des romans publiés dans l'année écoulée peuvent être sélectionnés.

En effet, dès 1903 le prix Goncourt est créé avec l'objectif de compenser le pouvoir de l'Académie française et d'aider le public à s'orienter dans un marché du livre en expansion. Le prix est limité aux romans de nouveaux écrivains, il contribue alors à légitimer ce genre et le principe des prix littéraires qui font acquérir une forte visibilité médiatique. Dès l'année suivante, vingt-deux femmes de lettres lancent le prix Femina avec le soutien du magazine *La Vie heureuse*. Puis, en 1911, l'Académie française fonde le Grand Prix de littérature, avant de lancer en 1915 son propre prix du roman. En 1926, est créé le prix Théophraste-Renaudot par un groupe de journalistes attendant de connaître le lauréat du Goncourt, et qui se donnaient pour objectif de corriger les choix de leurs confrères. Cette multiplication des prix littéraires est liée à la fois au développement du marché du livre et à celui de la presse, grâce à la liberté d'expression et à la mise en œuvre d'une éducation primaire devenue obligatoire.

Les habitudes littéraires

La lecture possède aujourd'hui toujours une place centrale avec 86 % des Français qui se déclarent être des lecteurs en 2023 selon le Centre national du livre. Cependant, certains aspects montrent la fragilité de ce constat, notamment

pour les jeunes qui sont 1 sur 5 à affirmer ne pas lire du tout. Malgré le renforcement de certaines pratiques de lecture relativement nouvelles comme le format numérique qui enregistre une importante progression chez les moins de 25 ans, les livres audios avec 46 % des moins de 35 ans qui en ont déjà écoutés, mais également les bandes dessinées et les mangas qui voient leurs ventes augmenter notamment depuis la mise en place du Pass Culture pour les adolescents. Ces tendances devraient encore s'accentuer dans les années à venir.

Les Français consacrent en moyenne 41 minutes par jour à la lecture, alors qu'ils passent 3h14 par jour devant un écran. Ils ont ainsi le sentiment de manquer de temps pour la lecture. Néanmoins, certaines pratiques peuvent être considérées comme positives pour la littérature lorsqu'ils s'intéressent aux recommandations sur les réseaux sociaux ou aux contenus diffusés par les auteurs, ce qui renforce les liens et les envies de découvrir le résultat de leur travail.

Le secteur du livre conserve une place centrale en France grâce à des lois spécifiques pour le protéger. Une des plus importantes est la loi relative au prix du livre votée en 1981 avec un livre vendu au même prix sur tout le territoire quel que soit le mode de vente ou l'endroit, afin de conserver un réseau important de librairies et un pluralisme des maisons d'édition. Cependant, la situation économique des librairies est fragile, car ces établissements cumulent une hausse de l'ensemble de leurs charges avec un poids important des rémunérations, qui s'explique par la nécessité de disposer d'un personnel nombreux et qualifié, la stagnation du résultat net à un niveau particulièrement bas et les difficultés à les transmettre à des repreneurs. Plusieurs mesures ont été prises pour les soutenir et éviter les fermetures avec notamment des prêts à taux 0 %, des subventions ou des aides pour des animations culturelles en particulier lors de la rentrée littéraire.

Un bilan contrasté

La rentrée littéraire demande une préparation importante et commence dès le printemps. Ainsi les écrivains et leurs attachés de presse rencontrent des journalistes pour les inciter à rédiger une critique de leur travail, des libraires pour qu'ils proposent leur livre, mais aussi des lecteurs dans les salons littéraires lorsque la publication se rapproche. La construction de l'image de l'auteur est en effet très importante surtout si c'est son premier roman.

La rentrée littéraire est importante, car la place de la littérature dans les médias grand public a tendance à se réduire à cause du ralentissement de la lecture pour une partie importante de la population, ce moment permet de la remettre au centre des préoccupations.

La lecture chez les plus jeunes recule



Une effervescence est créée autour des nouvelles sorties, les auteurs ont l'occasion de parler de leur livre, d'échanger avec de nombreuses personnes plus ou moins proches du monde de l'édition. C'est l'occasion de maintenir un espace médiatique et des débats autour des romans, en particulier pour les nouveaux auteurs ou les œuvres les plus novatrices. De nombreux médias réalisent des listes de lecture pour faciliter les recherches du public. Les lecteurs sont en attente et sont plus nombreux à aller dans les librairies et bibliothèques. Les librairies peuvent ainsi proposer des romans qui auraient eu peu de chance d'être autant diffusés sans cette rentrée.

Économiquement, la rentrée littéraire est centrale pour les maisons d'édition, les librairies, mais aussi les bibliothèques qui mettent en œuvre des tables thématiques. Elle permet également de mettre en avant de jeunes auteurs peu ou pas connus, qui peuvent par la suite faire partie des sélections pour les prix littéraires. Les volumes de ventes sont importants et cela permet aussi de les préparer pour les fêtes de fin d'année, les livres représentant une part importante des cadeaux. Les ventes lors de cette période sont également un fort argument pour développer les publications à l'étranger, dans les pays francophones mais aussi pour permettre des traductions et sorties dans différentes langues.



Une destruction de livres non vendus

Cependant, cet événement peut également engendrer des aspects négatifs, notamment liés à la concentration sur une aussi courte période de nombreuses sorties. C'est aussi pourquoi, après le pic enregistré en 2007, ce nombre de sorties a tendance à se réduire en se rapprochant des 400, car les sélections des prix littéraires et le temps que les lecteurs peuvent y consacrer ne sont pas extensibles. En général, à peine une cinquantaine arrive à réaliser des ventes intéressantes. Plus les publications sont nombreuses, plus les libraires doivent faire des choix et refuser une partie des nouveautés. Nous assistons alors à un moment de compétition intense avec des jugements et des évaluations, c'est un véritable combat pour se vendre. De nombreuses œuvres sont laissées dans l'ombre et parfois découvertes des mois plus tard. La promotion se réalise le plus souvent autour d'auteurs déjà connus, avec des effets de mode, et un livre qui devient un produit marketing comme un autre avec la médiatisation saisonnière. Il est difficile pour les nouveaux auteurs de se faire une place dans une nouveauté constante, car les lecteurs sont noyés et ont des difficultés pour faire un choix. Ils peuvent donc se sentir perdus, mais aussi frustrés de ne pas pouvoir lire tous les livres qui pourraient les intéresser. Les prix littéraires peuvent accentuer ce phénomène car ils ont les mêmes objectifs, mais ils peuvent aussi rendre invisibles les ouvrages non sélectionnés. Les bibliothèques doivent également choisir et elles ont le risque de se retrouver avec des quantités importantes de romans qui vont alimenter leurs fonds dormants car seules les nouveautés sont mises en avant. C'est en plus un moment difficile pour elles, car les budgets sont généralement clos à cette période, alors que les sorties ne sont pas terminées et les prix n'ont pas encore rendu leur verdict.

Cependant, aujourd'hui, les éditeurs ont les moyens de lancer des réimpressions rapides, ce qui permet de réajuster les tirages aux ventes réelles et limite ainsi les risques de rupture ou de destruction. De plus, il ne faut pas oublier que certains lecteurs vont s'intéresser à des titres moins visibles, ce qui va permettre de faire entrer leurs auteurs dans le champ littéraire, dans un espace de reconnaissance entre pairs, où ils pourront par la suite devenir légitimes et publier de nouveau. Enfin, les best-sellers ne participent pas véritablement à la rentrée littéraire, ils ne sont quasiment pas recensés par la critique même s'ils sont très présents dans les points de vente des grandes surfaces, des gares et des aéroports. La rentrée littéraire permet surtout de mettre à l'honneur des écrivains qui ne sont pas habituellement sous le feu des projecteurs, il ne faut donc pas se focaliser seulement sur les ventes car c'est un moment essentiel de la vie culturelle française, ainsi que de la construction de l'image et de la carrière des écrivains. ◆



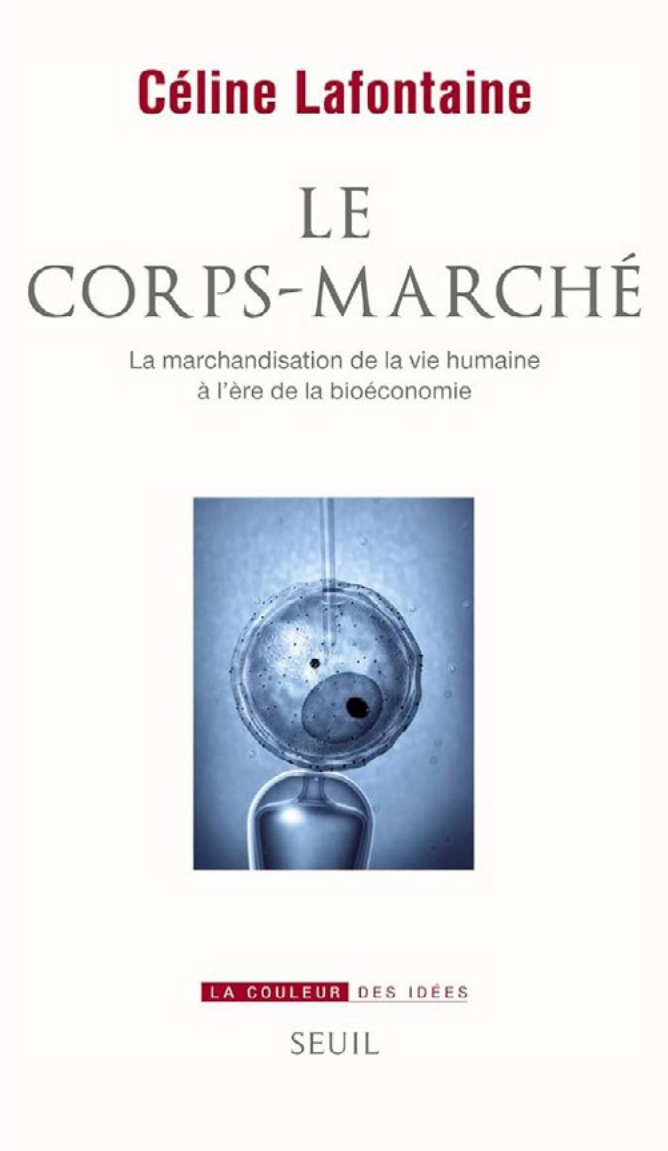
- Céline Lafontaine, *Le Corps-Marché. La marchandisation de la vie humaine à l'ère de la bioéconomie*, 2014.

- Daniel Pennac, *Journal d'un corps*, 2012.

Le Corps-Marché

Céline Lafontaine, 2014.

Fiche réalisée par Luc LANNOIS



THÈSE DE L'OUVRAGE

Sous les impulsions conjuguées du désir d'échapper à la maladie, au vieillissement et à la mort mais aussi à la faveur des progrès techno-scientifiques qui offrent des possibilités inédites, une nouvelle forme d'économie se met en place, la bioéconomie du corps humain, qui représente l'étape ultime du capitalisme. Le corps humain (organes, mères porteuses, etc.) et ce qu'il est convenu d'appeler ses déchets ou produits (peau, cheveux, etc. mais aussi les cellules souches, fœtus, etc.) représentent de nouvelles sources de richesse économique grâce aux avancées des biotechnologies qui les métamorphosent en des éléments utiles et qui nourrissent un marché en pleine expansion. Finalement, c'est la recherche de profits et donc le marché, qui en s'accommodant des dispositifs légaux, encourage le développement de ces pratiques et provoque une mutation de la représentation de la valeur du corps de l'individu, corps ramené à sa dimension biologique et matérielle, au nom de choix de vie subjectifs et de la valeur de la « vie en elle-même » de l'individu.

CHAPITRE I. ANALYSE DU CONTEXTE HISTORIQUE ET THÉORIQUE DE LA BIOÉCONOMIE

La fin de l'étalon-or coïncide avec le développement des biotechnologies et des sciences de l'information, celles-ci contribuant à une marchandisation des corps qui sont investis d'une nouvelle valeur économique, celle du corps humain et des bio-objets qui en sont les produits ou déchets. La bioéconomie naissante représente la dernière étape de la dématérialisation de la monnaie.

Historiquement, la vie de l'esclave est réduite à sa force naturelle (du grec ancien, zoé), réduction qui conduit à la négation de sa vie subjective et intérieure (du grec ancien, bios). De l'esclavage antique et moderne au travail machinal de l'ouvrier, l'homme est ramené à sa zoé, dimension sur laquelle s'exerce un biopouvoir, celui du contrôle des corps à des fins économiques. L'économie du vivant, qui se développe dans les années 1970, repose sur l'espoir que nourrissent les êtres humains d'échapper à l'entropie (soit au désordre induit par toute activité, y compris vitale, et donc à l'altération des organismes et de ses conditions de vie), grâce à un développement économique illimité qui pourtant va nourrir en retour cette même entropie. Or la théorie de l'information, qui propose d'identifier l'ordre présent dans la nature offrirait les moyens de lutter, au moins momentanément, contre ce désordre croissant de l'entropie. Les biotechnologies, fortes des avancées scientifiques et d'une connaissance de l'information qui est au cœur de la vie, pourraient alors opérer des transformations sur les vivants et les bio-objets et leur octroyer ainsi une plus-value économique : les désirs humains de lutter contre la maladie, le vieillissement et la mort serait partiellement exaucés. La médecine régénérative (qui restitue au corps ses potentialités et sa vitalité) et le mythe d'une santé parfaite, alimenteraient alors une économie qui convertirait le corps et ses produits en biovaleurs. La biomédicalisation des réponses apportées à ce souci de perfectibilité du corps humain induit le développement d'une biocitoyenneté, soit à « une citoyenneté centrée sur une politisation de la santé individuelle, et sur l'émergence de revendications identitaires reliées à des questions d'ordre biomédical » : en somme, le bios devient prépondérant, justifiant une instrumentalisation de la zoé qui laissent apparaître des inégalités de genre classe et d'ethnicité.

CHAPITRE II.
L'OBJECTIVATION, LES DÉCOUPAGES ET LE FAÇONNAGE DU CORPS AU GRÉ DES AVANCÉES DES BIOTECHNOLOGIES

La valorisation de la « vie en elle-même » des biocitoyens, c'est-à-dire du point du bios, conduit à l'émergence d'un nouveau corps-objet ou corps-ressource et à l'effondrement de toutes les anciennes frontières corporelles. Or la notion de biocitoyenneté qui formait initialement une réponse au processus historique d'objectivation du corps, aboutit à une déconsidération des corps vils, socialement dévalorisés et à une véritable somatocratie, où l'Homme est réduit à sa dimension matérielle, à sa zoé. On peut donc considérer la biocitoyenneté comme une notion paradoxale, entre valeur subjective accordée au corps et sa mise en ressources par les biotechnologies (par exemple, la médecine de transplantation). Elle génère paradoxalement une bioviolence, où les corps humains, vivants ou morts, deviennent de nouveaux lieux d'exploitation. Les bio-objets produits par les biotechnologies (comme la culture cellulaire) réduisent la vie à sa conception purement instrumentale, échappant aux personnes dont ils sont issus et sur lesquels le droit ne leur reconnaît aucune propriété, au nom de l'inaliénabilité du corps humain. Au contraire, c'est ce même droit qui reconnait la valorisation de ces déchets ou produits humains par les biotechnologies. Le passage de la vie in vivo à une vie in vitro qu'elles rendent possible est donc l'occasion du développement d'un bio-marché reposant sur la valorisation des déchets et produits du corps humain.

CHAPITRE III.
L'ÉCONOMIE DU DON COMME PARAVENT DES ENJEUX D'APPROPRIATION ET DE BREVET DES ÉLÉMENTS DU CORPS HUMAIN

Si le marché libéral s'est historiquement constitué en exceptant de ses lois le corps humain (il ne peut être commercialisé), l'affirmation de la biocotoyenneté conduit à l'apparition d'un nouveau bio-marché, reposant sur une économie du don. Les différents dons (du sang, de gamètes, mais aussi les essais cliniques) ne reposeraient pas seulement sur des valeurs humanistes et altruistes. La figure idéalisée du donneur cacherait des formes modernes d'esclavage à l'échelle nationale ou internationale et génèrerait l'illusion d'une égalité entre donneur et receveur. Aussi la sacralisation par le droit du consentement éclairé rend possible l'existence d'un tel bio-marché par de la création de bio-produits qui échappent irrémédiablement au donneur, dans leur devenir expérimental et comme dans leur valorisation économique. Les valeurs de la biocitoyenneté (valeur accordée à la vie individuelle, sa protection et sa perfectibilité) sont détournées au profit d'un biocapital : par le biais de pressions sociales, le donneur se doit de participer à un projet démocratique de santé publique qui sert in fine une bioéconomie sur laquelle il n'a aucune prise. L'économie du don est détournée au profit d'une privatisation des retombées de la recherche médicale (dans le cas, par exemple, des bio-banques ou banques de données individuelles ou encore de cellules souches). Apparaît alors une biohiérarchie des donneurs selon la valeur économique qui leur est accordée par les entreprises et finalement, selon les intérêts des bénéficiaires des biotechnologies.

CHAPITRE IV.
LA BIOÉCONOMIE DU CORPS FÉMININ

Les avancées des biotechnologies représentent pour les femmes de nouvelles modalités d'asservissement (notamment dans le cas de la procréation assistée et la médecine régénérative avec l'emploi de cellules souches embryonnaires), dont elles subissent les conséquences de manière inégale selon leur position sociale et économique, mais aussi leur ethnicité. Les études de genre qui comprennent cette notion comme le produit d'une construction sociale ont délaissé les biotechnologies qui ramènent les femmes à leur existence biologique, à leur zoé. Seul un féminisme matérialiste peur saisir les enjeux globaux de la bioéconomie. La procréation assistée avec l'emploi de la FIV (fécondation in vitro), qui relève d'une médecine méliorative, génère une nouvelle pression sociale sur les femmes qui vivent alors « l'enfant biologique » comme un nouvel impératif de parentalité. Cette technique fait par ailleurs de l'embryon un être distinct du corps humain au statut ambigu, tantôt figure emblématique de la subjectivité humaine, tantôt simple objet biologique. Les débats sur le statut de l'embryon et l'emploi des embryons surnuméraires dans la recherche témoigne d'une indifférence envers les femmes et leurs corps. La logique libérale de la recherche tend à occulter et minimiser les logiques d'exploitation en jeu. Un cannibalisme technoscientifique du corps des femmes alimentent un bio-marché dont elles sont les très inégales bénéficiaires. L'économie globale s'accompagne d'une réelle asymétrie des droits dont elles jouissent et de la valeur qui est accordée à leur vie, étant à la fois consommatrices au sein de l'industrie de la procréation médicalement assistée et simples ressources. Le développement des biotechnologies associé à un cadre juridique basé sur le consentement, forme les conditions de cette nouvelle exploitation dissymétrique, comme par exemple dans le cas des mères porteuses et du travail de sous-traitance de la reproduction, dont la valeur économique change selon la zone géographique du monde dans le cadre d'un bio-marché globalisé. Pour sa part, la médecine régénératrice avec les cellules pluripotentes exploite le corps féminin à des fins d'amélioration de la santé des receveurs. La biosurance, soit la forme d'assurance que représente la conservation de telles cellules pour sa santé ou celle de son enfant correspond à une des expressions de cette nouvelles citoyenneté induite par le développement des biotechnologies.

CHAPITRE V.
LES USAGES DU CORPS VIVANT À DES FINS D'EXPÉRIMENTATION

Le développement des techniques in vitro repose sur des expériences in vivo : le corps a une valeur économique

comme ressource recyclable mais aussi en tant qu'outil d'expérimentation. La globalisation des essais in vivo et la revendication dans les pays occidentaux d'un « droit à l'essai » chez des malades désespérés tendent à repousser les limites éthiques et juridiques qui protégeaient le corps d'une expérimentation débridée. Une logique d'exploitation bioéconomique des corps se met ainsi en place, précisément au service de revendications biocitoyennes. Les différentes phases des essais cliniques à l'international deviennent l'objet d'une économie qui pousse par exemple le gouvernement indien à assouplir sa législation en matière d'expérimentations, voyant dans le biocapital humain que représente une population défavorisée, une aubaine de développement économique. Une même bioexploitation se rencontre aussi dans les pays occidentaux avec par exemple la surreprésentation des afro-américains dans les essais cliniques rémunérés sans valeur thérapeutique. Ce travail clinique est aussi accompli, comme en Chine, au nom de valeurs nationales qui peuvent exiger le sacrifice de soi. L'universalisation du principe du consentement éclairé donne lieu à des réalités variées selon les zones du monde mais aussi selon la classe socio-économique à laquelle on appartient, ce principe humaniste servant contre son intention initiale le biocapital et une économie de la vie qui ramène l'humain à la seule dimension de la zoé. La globalisation se manifeste également au travers d'un tourisme médical (qui est aussi inversé) de patients désespérés en quête d'un miracle biotechnologique, tourisme qui prospère sur les promesses mêmes de ces biotechnologies. Le retournement entre zoé et bios caractérisant la bioctoyenneté se traduit donc par une représentation du corps comme capital que l'individu est en capacité d'employer au mépris des règles éthiques. ◆

Journal d'un corps

Daniel Pennac 2012.

Fiche réalisée par Judith LEVERBE

RÉSUMÉ

Dans ce roman au titre très explicite, Daniel Pennac, donne la parole à un narrateur qui, de son adolescence (13 ans en 1936) jusqu'à sa mort, à l'âge de 87 ans, tient un récit de vie, une sorte de journal intime, centré sur son corps. Le journal est destiné, post mortem, à la fille du narrateur.

Il mène ce récit sans pudeur, sans tabou. L'évolution du corps est décrite dans toutes ses réalités, de façon précise et concrète. Le corps est donc présenté comme un espace de découverte, d'étonnement, de gène, d'accidents, de transformations, de transferts, etc. Ce journal est totalement ancré dans le réel, celui du corps. Mais ce corps est évidemment objet d'interrogations : qu'est-ce que le vieillissement ? Quand cela commence-t-il ? Il est aussi au cœur de cauchemars.

Le corps en jeu est celui du narrateur mais d'autres corps sont présents aussi : ceux de son père, corps mort-vivant, qui meure des effets secondaires physiques et psychologiques de la Première Guerre mondiale, de sa mère qui, à la naissance de son enfant, développe un mal-être et rejette son enfant en lui disant qu'il ne ressemble à rien. C'est peut-être à cause de cela que le narrateur parle de son corps sans pour autant se regarder. Le propos n'est pas narcissique. La vie est physique, tel est le message de ce journal.

LES AXES DU LIVRE EN LIEN AVEC LE THÈME AU PROGRAMME

Corps et socialisation

Le journal montre combien les gestes qui semblent innés, naturels, sont en réalité le résultat d'un apprentissage fait de petits gestes répétés et largement enfouis dans la mémoire du corps. Il mesure à quel point se moucher, macher, s'endormir, saliver, etc. « *s'apprivoisent comme des animaux sauvages* ». Ces gestes deviennent ainsi à la fois incontrôlés et incontrôlables parce que largement inconscients. Le corps biologique est donc largement un corps social soumis à de nombreuses injonctions répétées dès l'enfance telles que « Tiens-toi droit ! » « Mets pas tes doigts dans le nez ! », etc.

Le journal met à jour un certain nombre de rites, d'étapes, qui disent la nature sociale du rapport au corps. « *L'homme doit tout apprendre sur son corps, absolument tout. : on apprend à marcher, à se moucher, à se laver. [...] Apprendre, c'est d'abord apprendre à maîtriser son corps.* »

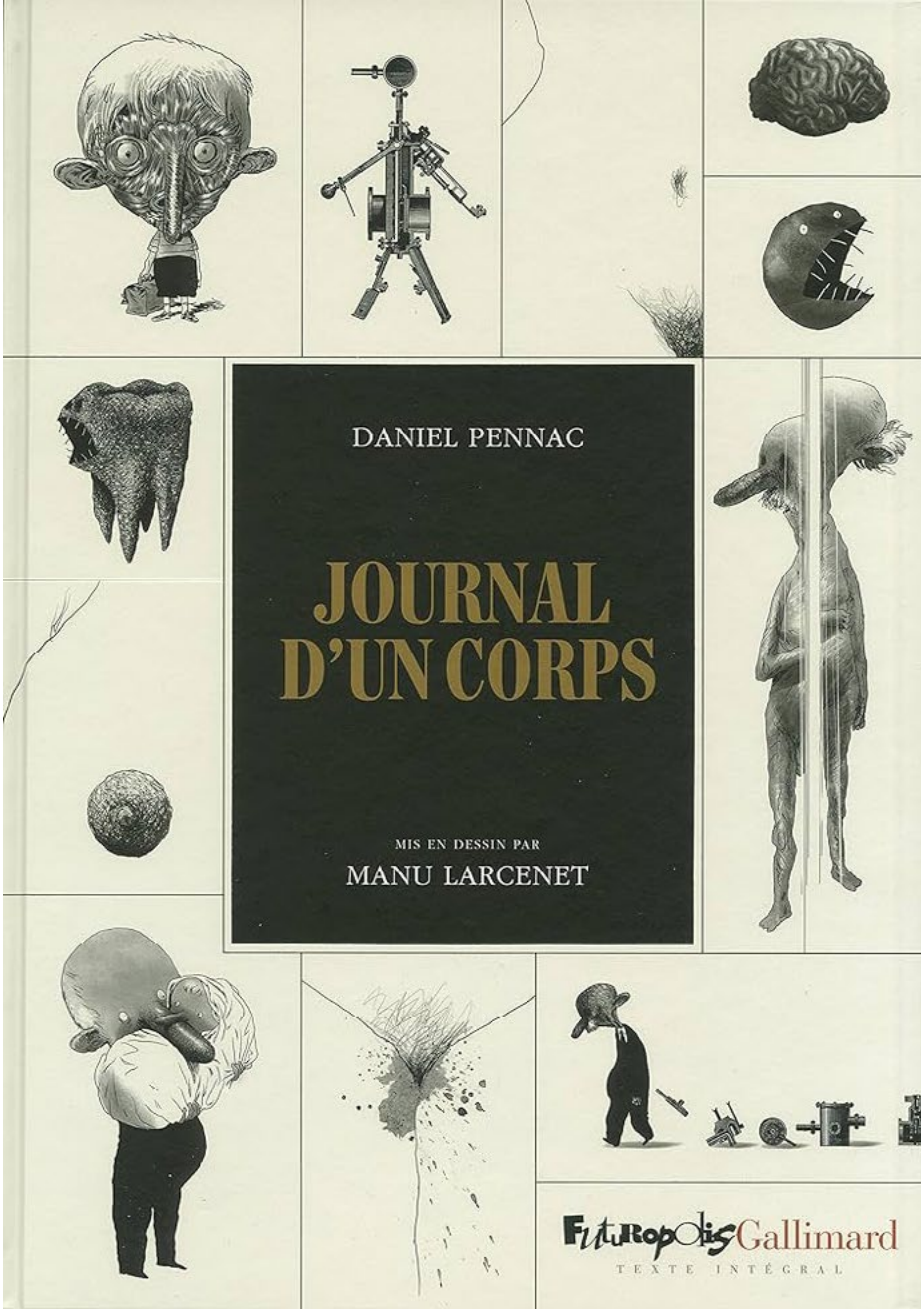
Corps et âge

Le narrateur explique que, finalement, le point commun entre l'enfance et la vieillesse est l'indifférence au corps. Dans

les deux moments de la vie, le rapport au corps est marqué par des routines, des injonctions extérieures, des siestes, etc., dictées par l'âge.

Mais, dans l'enfance, le corps existe essentiellement dans l'imitation et l'incarnation des parents. Il insiste sur l'étrangeté voire l'altérité du corps tel qu'il est vécu dans l'enfance. « *Nous sommes jusqu'au bout l'enfant de notre corps.* » (page 424).

Quant au vieillissement, il est présenté par des métaphores de nature différentes, tant sa définition corporelle semble complexe à objectiver. Certaines sont géographiques. « *Le voilà, le vrai début de la vieillesse. [...] Ongles, cheveux, dents, col du fémur, nous tombons en poudre dans notre sac. La banquise se détache de notre pôle, mais à bas bruit, sans ce hurlement des glaces qui effraie la nuit polaire. Vieillir, c'est assister à ce dégel. Il a bien fondu, disait maman de tel vieux malade.* » D'autres sont chimiques : « *Le vieillissement n'est rien d'autre que ce phénomène d'oxydation généralisé. Nous rouillons.* » (page 178)



Corps et signaux sociaux

Le corps est une porte d'entrée dans une personne, une sorte de signal social. Le premier contact passe par le corps. Le personnage de Pennac raconte le recrutement d'un rédacteur en opposant leur physique : un côté, un candidat décrit par « *son œil malin, son arcade sourcilière néandertalienne* », de l'autre un « *beau gars élancé, au crâne harmonieux* » (page 286). Il choisit le premier, tout en montrant que ce choix ne va pas dans la logique des « lectures sociales stéréotypées » des deux visages, ce que confirment d'ailleurs les constats statistiques sur la corrélation entre accès à l'emploi et esthétique.

Corps et narcissisme

Le propos n'est pas narcissique. Le narrateur parle de son corps sans pour véritablement se regarder et, encore moins, s'admirer. Il montre qu'on peut parler du corps sans l'exposer. Il peut de ce point de vue être confronté à d'autres modes d'exposition du corps que sont ceux des influenceurs et influenceuses qui font de leur corps un objet d'exposition valorisé.

Le corps, un non sujet ?

Le narrateur montre l'évolution du rapport au corps dans la société contemporaine. De ce point de vue aussi, le roman a une dimension sociologique. Il témoigne de l'évolution du rapport corps/société, en particulier depuis la libération sexuelle et les révolutions sociales de mai 1968. Avant cette mutation sociologique profonde, le corps était absent des conversations, il constituait un tabou, un non sujet. « *Dans ma jeunesse, le corps n'existait tout simplement pas comme sujet de conversation, il n'était pas admis à table* ». ◆

